

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

\*\*\*\*\*

DIRECTION DE CABINET

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE DU TRESOR  
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

\*\*\*\*\*



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

\*\*\*\*\*



**RAPPORT D'ACTIVITES DE LA DIRECTION GENERALE DU  
TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DGTCP).  
ANNEE 2021**

Mars 2022

# Sommaire

<b>Préface</b> .....	<b>6</b>
1-Réalisations de l'exercice budgétaire 2021 .....	8
2-Les réformes réalisées .....	11
<b>Introduction</b> .....	<b>13</b>
<b>I- LES ACTIVITES PREVUES PAR LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE</b> .....	<b>14</b>
1.1- Les activités prévues par les directions non comptables du Trésor .....	14
1.2- Les activités prévues par les directions comptables du Trésor Public .....	15
<b>II- LES ACTIVITES REALISEES PAR LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DGTCP)</b> .....	<b>18</b>
2.1- Les activités réalisées par les directions non comptables du Trésor .....	18
2.2- Les activités réalisées par les directions comptables du Trésor public .....	33
<b>III- LES DIFFICULTES DE LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE</b> .....	<b>54</b>
<b>IV- LES REFORMES ET PERSEPECTIVES DE LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE</b> .....	<b>54</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>57</b>

## LISTE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS

SIGLES	ABBREVIATIONS
APECA	Agence Professionnel des Entrepreneurs Centrafricains
ANIF	Agence Nationale d'Investigation Financière
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BPMC	Banque Populaire Maroc-Centrafricaine
BSIC	Baanque Sahélo-Saharienne pour Investissement et le Commerce
BTA	Bons du Trésor Assimilables
CBCA	Commercial Bank of Centrafrique
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale
COVID	Coronavirus
DAFMAM	Direction des Affaires Financières Monétaire et de la Micro finance
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État
DCRP	Direction de la Centralisation des Recettes Publiques
DCC	Direction de la Centralisation Comptable
DCCCLOP	Direction de la Centralisation des Comptabilités des Collectivités et Organismes Publiques
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DP	Direction des Dépenses
DRRC	Direction de la Règlementation et des Reformes Comptables
DT	Direction de la Trésorerie
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FMI	Fonds Monétaires International
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	Produit Intérieur Brut
RCA	République Centrafricaine
IST	Inspection des Services du Trésor
MINFIN	Ministère des Finances et du Budget
SVT	Spécialistes en valeur du trésor

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Prévision et réalisations de recettes budgétaires .....	8
Figure 2: Situation de financements .....	9
Figure 3 : Répartition par type de dépenses .....	9
Figure 4 : Comparaison de recettes et dépenses publiques en Milliards de FCFA .....	10
Figure 5 : Situation de règlement et du service de la dette.....	10
Figure 6 : Situation du portefeuille de l'Etat en 2021 .....	24
Figure 7 : Situation de dettes des Etablissements publics .....	25
Figure 8 : Comparaison entre la balance d'entrée de l'exercice budgétaire 2020 et 2021 .....	34
Figure 9: Ressources propres par catégorie de recettes .....	35
Figure 10 : Répartition de dépenses : .....	36
Figure 11 : Structure des dépenses par rubrique En Milliards de FCFA.....	36
Figure 12 : Evolution de la balance d'entrée en 2021 .....	37
Figure 13 : Comparaison de la situation des pensions en Milliards de FCFA .....	39
Figure 14 : Apurements des arriérages de pensions en 2021 .....	39
Figure 15 : Evolution des ordonnances de paiement en 2021 en Milliards de FCFA .....	41
Figure 16 : Évolution mensuelle des recettes parafiscale et des ministères en 2021.....	44
Figure 17 : Répartition des recettes fiscale.....	45
Figure 18 : Evolution des recettes fiscales .....	46
Figure 19 : Récapitulatif des autres recettes de l'exercice budgétaire 2021 en Millions de FCFA.....	48
Figure 20 : Structure de recettes en pourcentage du total.....	48
Figure 21 : Comparaison entre la prévision et la réalisation des recettes des collectivités .....	51
Figure 22 : Comparaison entre la prévision et la réalisation des subventions versées aux organismes publics .....	52
Figure 23 : cumulé des subventions versées aux Organismes Publics .....	52

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation des émissions des valeurs du Trésor .....	20
Tableau 2 : Situation du stock de la dette publique.....	22
Tableau 3 : Situation partielle de contribution de l'Etat dans les Organismes Internationaux en 2021 .....	23
Tableau 4 : Situation partielle de participation de l'Etat dans les entreprises et sociétés.....	24
Tableau 5 : Dettes des établissements publics.....	25
Tableau 6 : Situation du Partenariat Public Privé.....	26
Tableau 7 : Thèmes et recommandations des ateliers et séminaires effectués par les cadres de la DDPE .....	26
Tableau 8 : Renforcement des capacités des cadres de la DAFMAM .....	28
Tableau 9 : Plan d'action du Service De La Législation Et De La Réglementation .....	32
Tableau 10 : Plan d'action Service Des Réformes Comptables .....	32
Tableau 11 : Plan d'action Service Des Etudes et Analyse financière .....	33
Tableau 12 : Récapitulatif de la gestion de Trésorerie en 2021 .....	34
Tableau 13 : Balance d'entrée .....	37
Tableau 14 : Situation des pensions à la fin 2021 en Milliards de FCFA .....	38
Tableau 15 : Situation des apurements des arriérages de pensions en 2021 .....	39
Tableau 16 : Récapitulatif de suivi de l'exécution budgétaire en 2021.....	40
Tableau 17 : Prise en charge des ordres de paiement.....	42
Tableau 18 : Situation mensuelle des recettes parafiscales et des ministères en Milliards de FCFA .....	43
Tableau 19 : Situation des recettes fiscales en Milliards de FCFA à fin décembre 2021 .....	44
Tableau 20 : situation des autres recettes .....	47
Tableau 21 : Etat d'exécution des activités de la DCC .....	49
Tableau 24 : Situation des comptabilités centralisées des postes comptables secondaires .....	50

## Préface

La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique en abrégé (DGTCP), placée sous l'Autorité d'un Directeur Général, est un organe technique qui assiste le Ministre chargé des Finances et du Budget dans l'accomplissement de ses missions en matière de réglementation, d'exécution du budget de l'Etat. Il convient de relever que la stratégie à moyen terme de réformes visant la viabilité des finances publiques mise en place par le Département depuis l'année 2016 comporte cinq axes stratégiques que sont:

- l'accroissement de la mobilisation des recettes intérieures ;
- la sécurisation de la trésorerie de l'Etat ;
- la normalisation de la gestion budgétaire et comptable ;
- le rétablissement de la crédibilité de l'Etat et la confiance des opérateurs économiques ;
- la transparence budgétaire.

La poursuite de la mise en oeuvre de ces réformes place le Trésor Public au cœur des dispositifs financiers qui insufflent une dose de modernité et des améliorations dans les procédures de travail en lien avec l'essor de la technologie de l'information et les exigences communautaires.

Aux termes de l'article 51 du Décret n°19.149 du 21 mai 2019, portant organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et du Budget et fixant les attributions du Ministre, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a pour mission la participation à l'exécution du budget de l'Etat, la gestion de la trésorerie, l'établissement et la gestion du compte unique du Trésor à la Banque Centrale et la tenue de la comptabilité de l'Etat. A cet effet, la DGTCP est chargée de:

- Elaborer, en collaboration avec les départements ministériels et les services concernés du Ministère chargé des finances, les règles et les procédures relatives à l'exécution et à la comptabilisation des recettes et des dépenses publiques, ainsi que le contrôle de la conformité des opérations des comptables publics avec ces règles et procédures.
- Exécuter les opérations de recettes, à l'exception de celles dont l'exécution est confiée, expressément, à d'autres administrations, les dépenses du budget général, les budgets annexes, les comptes spéciaux du Trésor et les budgets des collectivités territoriales.

- Exécuter toutes opérations de trésorerie et, d'une manière générale, toutes opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics, à l'exception de celles dont l'exécution est, expressément, confiée à d'autres administrations.
- Gérer le portefeuille de l'Etat et, le cas échéant, des autres organismes publics.
- Superviser les entreprises du secteur parapublic et des organismes publics autonomes.
- Gérer la dette publique.

Ainsi, la feuille de route de la DGTCP repose sur quatre (4) axes essentiels :

- La mobilisation des recettes publiques ;
- La gestion de la trésorerie et l'exécution des dépenses publiques ;
- La tenue de la comptabilité et la reddition des comptes ;
- La réglementation comptable.

La réalisation de cette feuille de route s'exerce à travers les différentes composantes ci-après de la DGTCP suivant l'article 54 du texte organique:

- Une (1) Inspection des services du Trésor ;
- Une(1) Direction de la Règlementation et des Réformes Comptables ;
- Une(1) Direction des Dettes et du portefeuille de l'Etat ;
- Une Direction des Affaires Financières, Monétaires et de la Micro finance ;
- Une (1) Agence Comptable Centrale du Trésor comprenant :
  - la Direction de la Trésorerie ;
  - la Direction des Dépenses Publiques et des Budgets Annexes ;
  - la Direction de la Centralisation Comptable ;
  - la Direction de la Centralisation des Recettes Publiques ;
  - la Direction de la Centralisation des Comptabilités des Collectivités Locales et des Organismes Publics.

A travers la mise en oeuvre des réformes sus-évoquées, il convient de noter des améliorations dans les opérations de mobilisation des recettes, des opérations des dépenses, de la gestion de la trésorerie, de la tenue de la comptabilité et de la reddition des comptes, des outils de gestion informatique.

L'exécution de toutes ces opérations financières et comptables pour chaque année civile donne lieu à la production d'un rapport d'activités mettant en évidence les activités prévues, celles qui sont réellement réalisées, les contraintes auxquelles est confrontée chaque direction ainsi que les perspectives de recherche d'efficacité et de performance pour l'année qui suit. Le présent document est donc le rapport d'activités de l'exercice budgétaire 2021.

## LES FAITS SAGNANTS

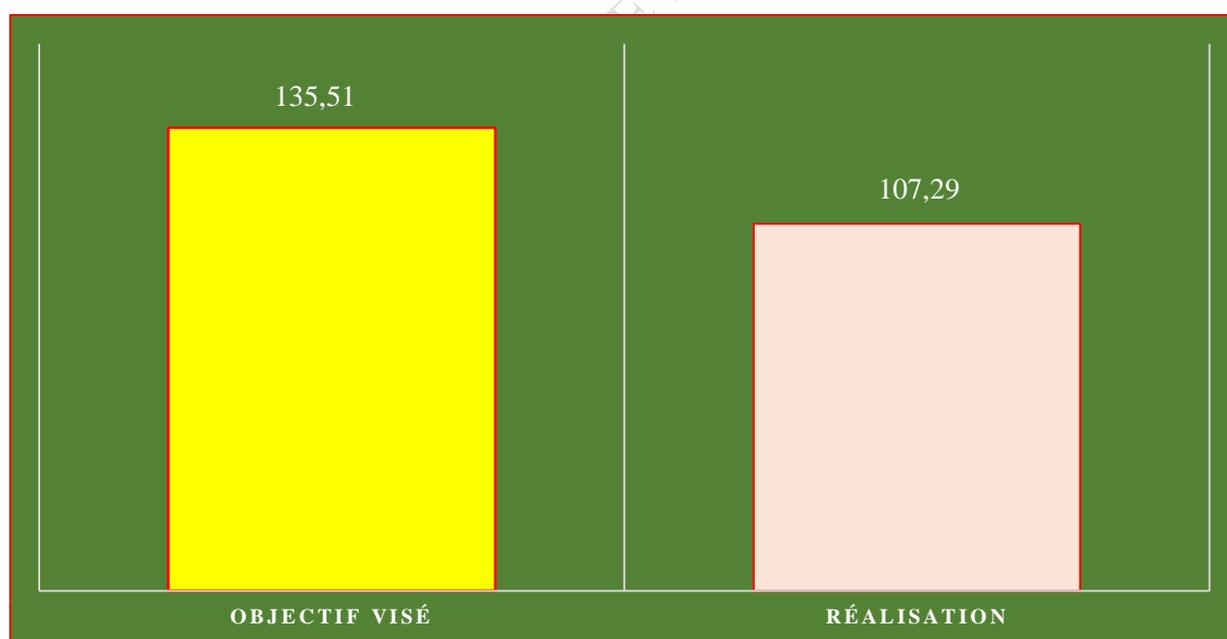
### I- Réalisations de l'exercice budgétaire 2021

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a réalisé plusieurs activités déclinées respectivement en recettes, en financements, en dépenses et en dettes.

#### 1.1- Les recettes

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, les recettes cash enregistrées au Trésor, s'établissent à **FCFA 107,29 Milliards** sur un objectif visé de **FCFA 135,51 Milliards**, soit un taux de réalisation de **79,18%**. Cette contre performance s'explique par la crise sanitaire (Corona virus) qui continue de sévir d'une part, et d'autre part par l'insécurité qui continue d'écumer certaines parties du territoire centrafricain. Ces recettes sont respectivement composées de : i) recettes douanières **FCFA 51,89 Milliards**; ii) recettes fiscales **FCFA 48,54 Milliards**; iii) recettes non fiscales **FCFA 0,41 Milliards** et iv) autres recettes **FCFA 6,44 Milliards**.

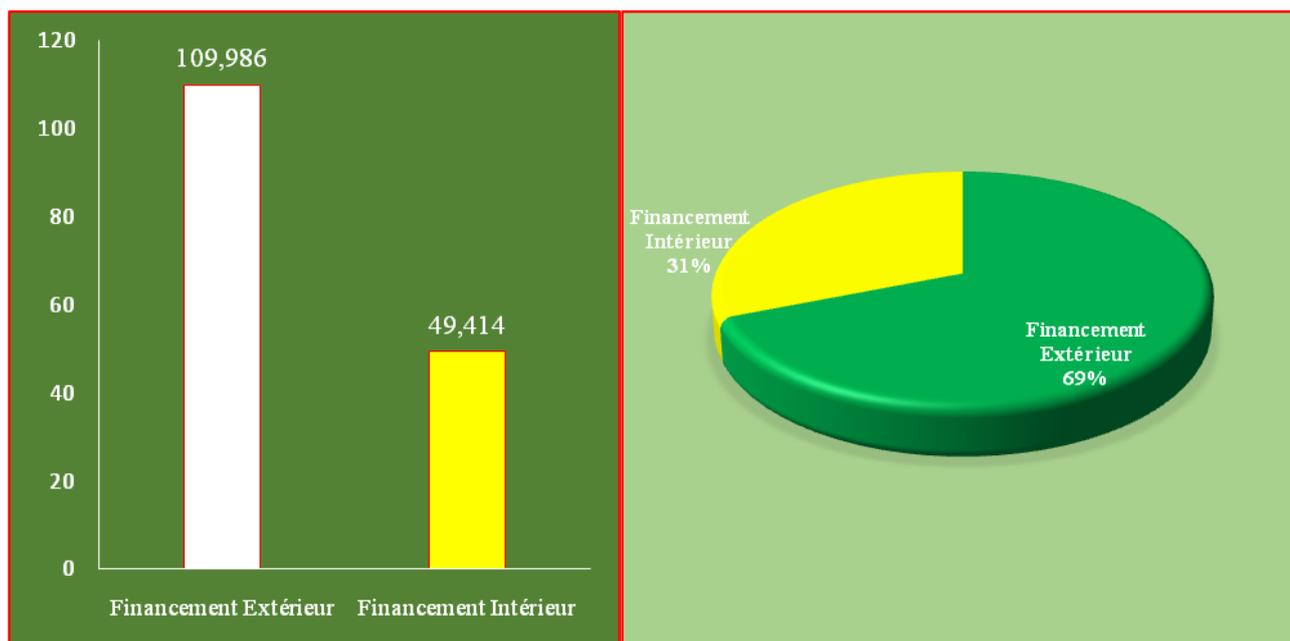
Figure 1 : Prévision et réalisations de recettes budgétaires



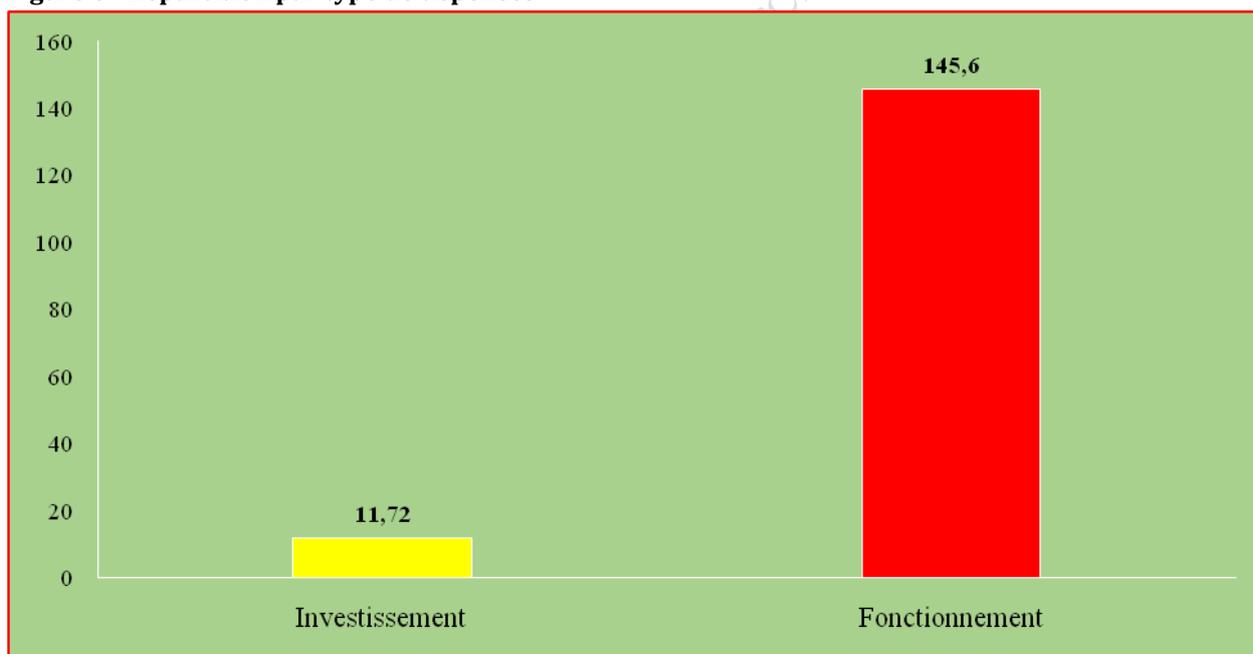
#### 1.2- Les financements

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, les financements ont totalisé un montant de **FCFA 159,4 Milliards** composés à 69% des financements extérieurs et 31% des financements intérieurs. La figure ci-dessous présente la situation globale de financement à la fin de l'exercice 2021.

**Figure 2: Situation de financements**

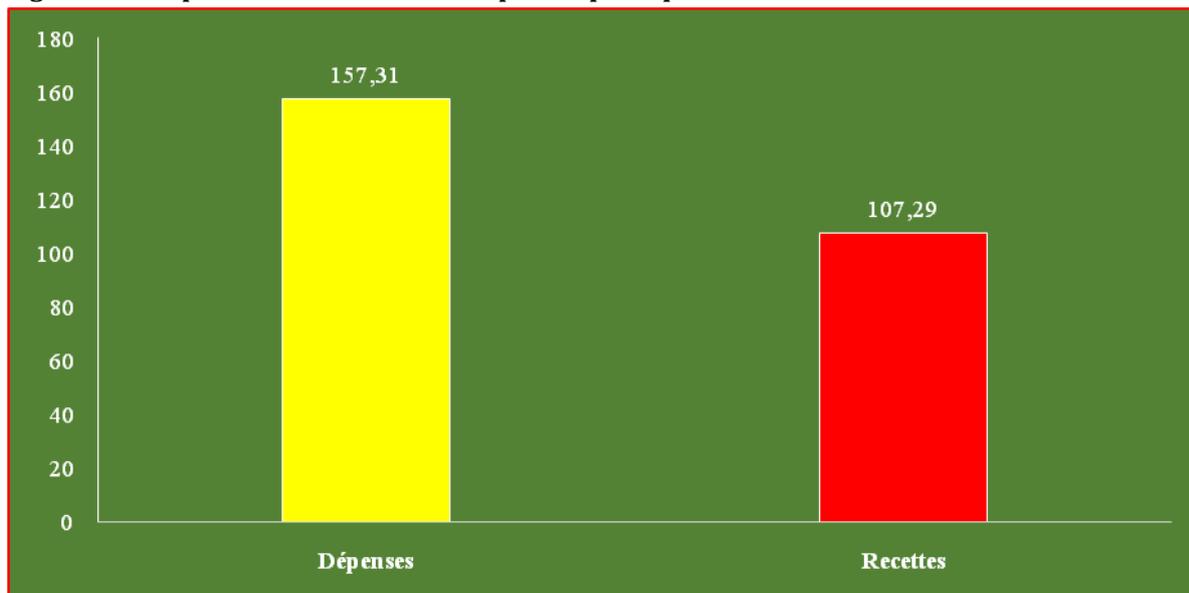


**Figure 3 : Répartition par type de dépenses**



De ce qui précède, il ressort que durant l'exercice budgétaire 2021, l'exécution des dépenses **FCFA 157,31 Milliards** dépassent largement les recettes mobilisées **FCFA 107,29 Milliards** durant le même exercice budgétaire (Voir la figure ci-dessous).

**Figure 4 : Comparaison de recettes et dépenses publiques en Milliards de FCFA**

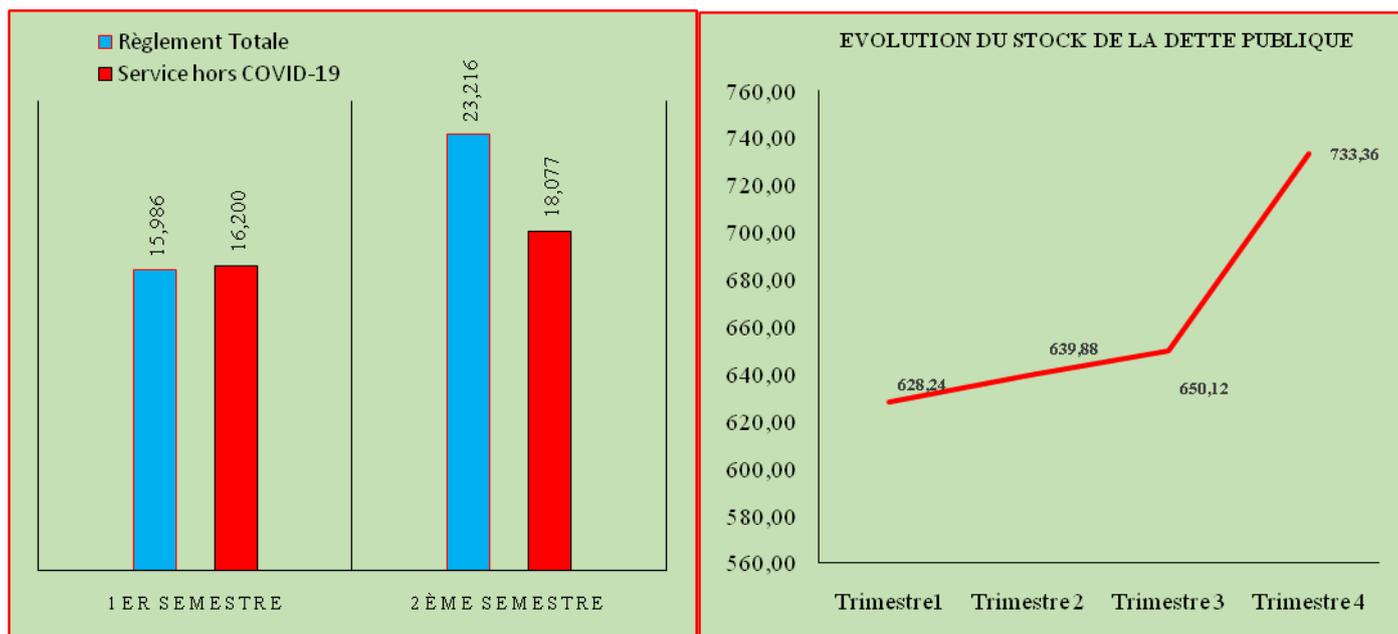


### 1.3- Les dettes

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, le stock de la dette publique est de **FCFA 733,4 Milliards** contre **FCFA 605,56 Milliards** en 2020 soit une hausse de 21,11%. Le taux d'endettement est de 51,36% à la fin de l'exercice budgétaire 2021.

Les mobilisations au titre de l'exercice budgétaire 2021 totalisent un montant de **FCFA 159,4 Milliards** contre **FCFA 62,6 milliards** en 2020 dont **FCFA 48,8 milliards** de mobilisation intérieur (Marché financier régional CEMAC).

**Figure 5 : Situation de règlement et du service de la dette**



Le service de la dette y compris Initiative G20 est passé de **FCFA 33,0 milliards** en 2020 à **FCFA 30,1 milliards** en 2021.

Les règlements quant à eux se chiffrent à FCFA 39,2 milliards à fin 2021 contre **FCFA 48,0 milliards** à fin 2020 soit une baisse de 18,33%. Cette baisse s'explique en partie par la sortie de la RCA de revolving.

## II- Les réformes réalisées

La DGTCPC se modernise constamment grâce à plusieurs réformes déjà amorcées parmi lesquelles le déploiement du système et moyens de paiement (Sygma-systac) et l'implémentation du logiciel SIM-BA.

### 2.1- Etat de déploiement du système et moyen de paiement

Depuis l'adhésion du Trésor Public centrafricain comme participant direct au Système et Moyens de paiement de la Banque Centrale le 30 décembre 2019, la plateforme technique de ce système a été installée suivie de la formation des agents techniques et fonctionnels et d'une mission d'immersion à Yaoundé au CAMEROUN. La mise en production du système étant lancée le 17 mars 2020, la gestion de la trésorerie se modernise et la qualité de service s'améliore substantiellement. Le Trésor Public exécute directement et de manière individualisée ces opérations de dépenses à travers Systac-Sygma.

Détails des recettes et des dépenses effectuées dans SYSTAC-SYGMA en 2021 par nature

	Natures	Nombre d'opérations	Montants en Milliards de FCFA
<b>Recettes</b>	Recettes SYSTAC	2786	34,93
	Recettes SYGMA	1526	142,35
	Remise chèque	119	0,81
	Total (1)		178,10
<b>Dépenses</b>	Ordre de virement SYSTAC	473684	80,87
	Ordre de virement SYGMA	978	112,43
	Total (2)		193,30
<b>Emprunt</b>	BTA et OTA		26,50
	Ecart des opérations (1-2)		-15,20

## 2.2- Implémentation de SIM- BA

Le déploiement (en cours) d'un nouvel applicatif intégré de gestion des finances publiques (SIM\_BA) pour faciliter le reporting régulier et la reddition des comptes. Ainsi, SIM\_BA a été déployé en mode production sur les serveurs de l'ACCT et de la DGB. Aussi, il a été organisé une grande session de formation aux utilisateurs SIM\_BA sur les différents modules dépenses, produit, comptabilité et la formation sur la gestion des tiers et la gestion des habilitations.

## 3.3- Règlements comptable

Conformément à certaines dispositions du PCE et RGCP qui renvoient à des textes d'application, les arrêtés ci-après ont été élaborés et signés par le Ministre chargé des Finances et du Budget :

- Arrêté fixant les modalités de création, organisation et fonctionnement des régies des recettes et des régies d'avances en RCA;
- Arrêté fixant les modalités d'accréditation des comptables publics auprès des ordonnateurs et des autres comptables publics;
- Arrêté portant mise en jeu de la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public;
- Arrêté fixant la périodicité d'arrêté des écritures.

## Introduction

La phase comptable de l'exécution du budget de l'Etat incombe à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Cette dernière est structurée d'une part en directions non comptable et d'autre part en direction comptable.

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, les recettes propres ont cumulé un montant global de **FCFA 214 580 410** en nette baisse de 47,79% comparée à la prévision de la même période. Cette contre-performance s'explique par la crise sanitaire mondiale (COVID-19) ainsi que l'insécurité dans certaines régions du pays. L'exécution de la Loi des finances a soldé sur un déficit budgétaire de **FCFA 41 850 987** caractérisé par le doublement des dépenses primaires comparées à la prévision du début de l'exercice.

Le stock de la dette à la fin de l'exercice s'élève à **FCFA 733,36 Milliards** en nette augmentation de **21,22%** par rapport au niveau du stock de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par les nouveaux décaissements DTS ainsi que la mobilisation des OTA et BTA. Le taux d'endettement est de **51,36%** en nette augmentation par rapport à celui de l'exercice budgétaire précédent (**43,86%**).

La poursuite des négociations d'allègement dans le cadre de l'initiative G20 a porté de fruits soldant par un gain de FCFA 1,8 Milliards de service de dette rééchelonné. Par ailleurs sur le marché financier, la RCA se voit sortir progressivement du cercle vicieux de revolving. Les partenaires multilatéraux notamment le Fonds Monétaire International a octroyé un DTS d'un montant de FCFA 85,51 Milliards à la RCA durant l'exercice budgétaire 2021.

Plusieurs audits ont été réalisés auprès des sociétés d'Etat pour mettre en exergue la situation des dettes croisées (Entreprise publiques/ Etat). Outre ces audits, le Trésor Public a aussi fait de très grandes réformes stratégiques pour la modernisation de son travail.

La suite de ce rapport est structurée comme suit :

- 1- Présentation des activités prévues au titre de l'exercice budgétaire 2021
- 2- Présentation des activités réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2021
- 3- Présentation des difficultés rencontrées
- 4- perspectives

## **I- LES ACTIVITES PREVUES PAR LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

Les activités prévues par la DGTCP sont respectivement réparties entre les directions non comptables et les directions comptables. Ces dernières regroupent elles aussi plusieurs directions.

### **1.1- Les activités prévues par les directions non comptables du Trésor**

Le Trésor Public dispose de trois directions non comptables à savoir à savoir la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE), la Direction des Affaires Financières, Monétaire et de la Micro-finance, la Direction de la Réglementation et des Réformes Comptables.

#### **1.1.1- Les activités prévues par la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE)**

Au titre de l'exercice budgétaire 2021 et conformément aux missions dévolues à la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat par le décret n° 19.149 du 21 Mai 2019 portant organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et du Budget, les activités prévues par cette direction se déclinent entre autres comme suit :

- 1- Préparation des éléments de négociation et renégociation d'emprunt et des garanties de l'Etat.
- 2- Elaboration d'un plan annuel d'emprunt et des calendriers d'émission des titres publics (BTA et OTA).
- 3- Elaboration des rapports périodiques et annuels de la dette avec indication du degré de conformité de la gestion de la dette.
- 4- Relance des négociations et renégociations avec certains créanciers de la RCA.
- 5- Emissions des titres publics (OTA et BTA).
- 6- Elaboration des bulletins statistiques de la dette publique (Reporting).
- 7- Actualisation de la base des données de la dette.
- 8- Suivi des participations de l'Etat auprès des entreprises et organisations nationaux et Internationaux.
- 9- Suivi du paiement des participations vis-à-vis des organismes internationaux et le reporting des résultats des actions de l'Etat dans les entreprises et organismes nationaux.
- 10- Suivi des établissements publics nationaux, sociétés d'Etat à participation financière publique.

- 11- Recensement et suivi des emprunts contractés par les établissements publics et sociétés d'Etat garantis ou non par l'Etat.
- 12- Montage périodique de l'état d'endettement des entreprises et des établissements publics.
- 13- Suivi des opérations de privatisation et post privatisation des entreprises et sociétés d'Etat.
- 14- Production du rapport de gestion de la dette publique et du reporting.

#### **1.1.2- Les activités prévues par la Direction des Affaires Financières, Monétaires et de la Microfinance (DAFMM)**

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la Direction des Affaires Financières, Monétaires et de la Microfinance (DAFMM) a prévu réalisé trois principales activités déclinées comme suit :

- 1- Mis à jour de la situation des établissements de crédit dans le pays.
- 2- Suivi de l'exécution de la réglementation bancaire.
- 3- Contrôle des affaires financières et monétaires.

#### **1.1.3- Les activités prévues par la Direction de la Réglementation et des Réformes Comptable (DRRC)**

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la Direction de la Réglementation et des Réformes Comptable (DRRC) a prévu de réaliser trois grandes activités à savoir :

- 1- Suivi des différents chantiers des réformes envisagées par la hiérarchie.
- 2- Réalisation des études sur la situation économique du pays.
- 3- Analyse des flux financiers sur la base des données des recettes et des dépenses fournies par les services techniques du Trésor.

### **1.2- Les activités prévues par les directions comptables du Trésor Public**

Les directions comptables du Trésor Public regroupent cinq directions à savoir la direction de la trésorerie, la direction des dépenses publiques, la direction des recouvrements et de la centralisation des recettes publiques, la direction de la centralisation comptable et la direction de la centralisation des comptabilités des collectivités locales et des organismes publics.

### **1.2.1- Les activités prévues pour la Direction de Trésorerie**

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la Direction de la Trésorerie a prévu réaliser les principales activités suivantes :

- 1- Gestion de la trésorerie de l'Etat ;
- 2- Règlement des dépenses de toutes natures selon le mode de règlement autorisé par les textes.
- 3- Suivi des comptes de l'Etat ouverts dans les livres des banques commerciales et la banque centrale.
- 4- Production des tableaux de trésorerie et des états financiers à mettre à la disposition des autorités.
- 5- Suivi et la gestion des fonds consignés par les organismes publics et les particuliers au compte de dépôts.
- 6- Approvisionnement de la caisse principale auprès de la Banque Centrale.
- 7- Encaissement des reversements des reliquats des frais de transport et mission et l'exécution des dépenses validées par les autorités.
- 8- Suivi des opérations d'encaissements de recettes de l'Etat dans les banques commerciales (BGFI, ECOBANK, BPMC et BSIC) et leur transfert sur le compte unique du Trésor à la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC).
- 9- Tenue de la comptabilité, à l'émission des chèques de paiements et de compensation ainsi que la tenue des comptes des correspondants du Trésor.

### **1.2.2- Les activités prévues pour la Direction des Dépenses Publiques**

La Direction des Dépenses Publiques a prévu au titre de l'exercice budgétaire 2021 réaliser trois principales activités déclinées comme suit :

- 1- Traitement des pensions et l'actualisation de la base.
- 2- Régularisation des ordonnances de paiement et des caisses d'avance.
- 3- Traitement des salaires et des ordres de paiement.

### **1.2.3- Les activités prévues pour la Direction des Recouvrements et de la Centralisation des Recettes Publiques**

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la Direction des Recouvrements et de la Centralisation des Recettes Publiques a prévu réalisé les principales activités suivantes :

- 1- Recouvrement des recettes budgétaires du Trésor.
- 2- Consolidation des données de recettes de l'Etat.

#### **1.2.4- Les activités prévues pour la Direction de la Centralisation Comptable (DCC)**

La Direction de la Centralisation Comptable (DCC) a prévu réaliser au titre de l'exercice budgétaire les principales activités suivantes :

- 1- Assurance de la qualité comptable.
- 2- Production des comptes de l'État.

#### **1.2.5- Les activités prévues pour la Direction de la Centralisation des Comptabilités des Collectivités Locales et des Organismes Publics**

Les activités prioritaires prévues par la Direction de la Centralisation des Comptabilités des Collectivités Locales et des Organismes Publics Au titre de l'exercice budgétaire 2021 se déclinent comme suit:

- 1- Mobilisation des ressources des Organismes Publics (OP).
- 2- Suivi de l'exécution des dépenses des Organismes Publics par des OP par l'ACCT.
- 3- Détermination des restes à recouvrer des OP pour les années précédentes.
- 4- Mise en place d'une instruction pour la transmission des comptabilités des Collectivités Locales à l'ACCT pour la mise en examen.

Ces diverses activités prévues Au titre de l'exercice budgétaire 2021 ont pour objectif global de :

- Améliorer la gestion des finances des Collectivités Locales et des Organismes Publics aux fins de contribuer à une gestion transparente.
- Faciliter le pilotage des opérations financières, la fiabilisation des opérations financières des Organismes Publics et des Collectivités Locales.

#### **1.2.6- Les activités prévues par l'Inspection des Services du Trésor**

Pour rappel, l'Inspection des Services du Trésor (IST) est un organe de contrôle, instituée par le Décret n°19.149 du 21 mai 2019 portant organisation et fonctionnement du ministère des Finances et du Budget et fixant les attributions du ministre après sa suppression dans l'organigramme de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique en 2016.

Elle a pour mission la réalisation, à la demande du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, les inspections et les vérifications des structures de la Direction Générale et la participation à la mise en œuvre de l'audit interne... ».

Les activités prévues par l'Inspection des Services du Trésor Au titre de l'exercice budgétaire 2021 se déclinent comme suit :

- 1- Suivi de la régularité des opérations financières et le bon emploi des recettes.
- 2- Conseil et encadrement du personnel, lors de différentes missions de contrôle de gestion financière et comptable auprès des comptables publics contrôlés.

Partant de ces diverses activités prévues par les deux principales composantes de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) Au titre de l'exercice budgétaire 2021, il convient maintenant de mettre en exergue celles qui sont effectivement réalisées.

## **II- LES ACTIVITES REALISEES PAR LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DGTCP)**

Malgré la pandémie du Coronavirus et ses multiples variantes, l'analyse du détail des travaux des directions non comptables et des directions comptables montre que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) a exécuté la quasi-totalité des activités prévues au titre de l'exercice budgétaire 2021.

### **2.1- Les activités réalisées par les directions non comptables du Trésor**

En analysant respectivement le rapport des activités des trois directions non comptables du Trésor Publics, il ressort qu'elles ont réalisé la quasi-totalité des activités prévues au titre de l'exercice budgétaire 2021. Une présentation détaillée des activités de chaque direction met en évidence celles qui sont effectivement réalisées.

#### **2.1.1- Les activités mises en œuvre par la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE)**

Durant l'exercice budgétaire 2021, la DDPE a exécuté toutes les activités prévues au début de l'exercice. Ces réalisations peuvent être structurées par domaine d'action comme suit :

##### **1- Négociation et renégociation de la dette publique**

Les négociations et renégociations d'emprunts durant l'exercice budgétaire 2021 s'articulent autour de deux axes à savoir :

- la renégociation des arriérés des dettes dues par la RCA à certains créanciers conformément au procès-verbal du Club de Paris;
- l'analyse des conditions des projets d'accord des nouveaux emprunts.

Des demandes de renégociation ont déjà été adressées à certains créanciers de la RCA notamment la Taïwan, la Lybie, l'OFID, le Tchad, l'Argentine, le Sénégal, le Mali, la Guinée Equatoriale, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et l'Irak. La DDPE est toujours dans l'attente de réponse de ces créances afin de continuer à terme le processus.

Le service a aussi analysé et émis des avis techniques relatifs aux différents projets de nouveaux accords de prêt envoyés par le Ministère du Plan, de l'Economie et de la Coopération au Ministère des Finances et du Budget notamment :

- les projets d'accord de prêt du FSD relatifs à la deuxième phase du projet d'éclairage public ;
- l'accord de rééchelonnement de la dette Union Postale Universelle (UPU) ;
- l'offre des prêts pour le fonctionnement des projets d'infrastructure proposée par Global service et investissement entreprise (GSIC),
- l'analyse des conditions de caution de partenariat entre l'Office National du Matériel et la société import-Export TACE trading Du Brésil ;
- l'offre de prêt pour l'appui budgétaire et le développement des projets proposée par Intergem Corporation ;
- la proposition de la société NERFI CONSULTING relative à la dotation en soutien au programme de la lutte contre les émissions de CO2 en RCA ;
- l'analyse des conditions du prêt BDEAC pour la riposte contre la pandémie du COVID-19.

## **2- Emission des titres publics**

Le tableau ci-dessous présente, les activités réalisées dans le cadre des émissions des valeurs du Trésor (BTA, OTA) au titre de l'exercice budgétaire 2021.

**Tableau 1 : Situation des émissions des valeurs du Trésor**

INSTRUMENTS	MATURITES	DATES D'ANNONCE	DATES D'ADJUDICATION	DATES DE VALEUR	DATES D'ECHEANCES	MONTANT EMIS EN MILIONS DE FCFA	MONTANT LEVE EN MILLIIONS DE FCFA
<b>BTA</b>	26 Semaines	04/03/2021	10/03/2021	12/03/2021	10/09/2021	5 500	5 500
<b>OTA</b>	3 ans	29/04/2021	05/05/2021	07/05/2021	06/05/2024	12 000	12 000
<b>BTA</b>	52 Semaines	03/06/2021	09/06/2021	11/06/2021	11/06/2022	6 000	6 000
<b>OTA</b>	2 ans	12/08/2021	18/08/2021	20/08/2021	21/08/2023	15 000	7 775
<b>Abondement OTA</b>	2 ans	02/09/2021	08/09/2021	10/09/2021	20/08/2021	7 500	7 500
<b>BTA</b>	26 Semaines	26/08/2021	01/09/2021	03/09/2021	04/03/2022	5 500	4 000
<b>OTA</b>	3 ans	14/10/2021	20/10/2021	22/10/2021	22/10/2024	15 000	6 000
<b>TOTAL</b>						66 500	48 775
<b>Rachat BTA</b>	26 semaines	28/10/2021	03/11/2021	05/11/2021		Montant à racheter 4000	Montant servi: 2500

Dans le cadre de l'émission des titres publics, le service a pu élaborer les calendriers d'émission des BTA dans le délai conformément aux réglementations en vigueur relatives aux émissions des Valeurs du Trésor. Le service a émis un avis favorable relatif à la demande d'agrément en qualité de Spécialiste en Valeur du Trésor (SVT) à une (01) banque notamment, la Société Générale Cameroun (SGC). La proposition de sortie du cycle de revolving (qui perdure depuis 2015) a été adoptée et mise en exécution. Ceci a permis aux Spécialistes en Valeur du Trésor agrémentés potentiels de participer aux séances d'adjudication organisées par le Trésor Public Centrafricain.

### 3- Gestion des données et de suivi des opérations de la dette

Les activités de la gestion des données au titre de l'exercice budgétaire 2021 se déclinent en plusieurs axes détaillés selon les points suivants :

#### 1.2.1- Poursuite de l'Initiative G20

La gestion de la dette au cours de l'année 2021 est marquée par la poursuite de l'initiative G20 soldé par un gain de **FCFA 4,2 milliards** en faveur de la RCA (2,4 milliards de la dette exemptée et 1,8 milliards de service rééchelonné). Cette remise a élargi l'espace budgétaire prenant en charge les dépenses supplémentaires de sécurité.

#### 1.2.2- Service et règlements de la dette

Le service de la dette y compris Initiative G20 est passé de **FCFA 33,0 milliards** en 2020 à **FCFA 30,1 milliards** en 2021. Les règlements quant à eux se chiffrent à FCFA 39,2 milliards à fin 2021 contre **FCFA 48,0 milliards** à fin 2020 soit une baisse de 18,33%. Cette baisse de s'explique en partie par la sortie de la RCA de revolving.

Le service de la dette extérieure passe de **FCFA 8,5 milliards** à **FCFA 8,8 milliards** entre 2020 et 2021. Le règlement se chiffre à **FCFA 6,6 milliards** en 2021 contre **FCFA 8,4 milliards** en 2020 soit une baisse de 25% en lien avec la prévision du service de dette. Le règlement de la dette intérieure est passé de **FCFA 32,6 milliards** à fin 2021 contre **FCFA 39,6 milliards** (avec la prise en compte de revolving).

#### 1.2.3- Décaissement

Les décaissements au cours de l'exercice budgétaire 2021 se chiffrent à **FCFA 159,4 milliards** contre **FCFA 62,6 milliards** en 2020. Les principaux bailleurs sont : la Banque Mondiale (FCFA 6,5 milliards), le FMI (**FCFA 104,1 milliards** dont FCFA 85,5 milliards de financement exceptionnel à titre de DTS) et **FCFA 48,8 milliards** de financement intérieur (Marché financier régional CEMAC).

#### 1.2.4- Evolution Stock, Encours et Arriérés

Le stock de la dette à fin 2021 se fixe à **FCFA 733,4 milliards** contre **FCFA 605,0 milliards** à fin 2020 traduisant respectivement un taux d'endettement de 51,36% en 2021 contre 40,06%. Cette augmentation du taux d'endettement est due au décaissement de **FCFA 85,5 milliards** de DTS octroyés par le FMI et les tirages sur le marché financier régional.

L'encours est de **FCFA 585,5 milliards** contre **FCFA 451,8 milliards** à fin 2020 soit une augmentation de 25,6%. Les arriérés se fixent à **FCFA 147,8 milliards** à fin 2021 contre **FCFA 153,1 milliards** en 2020 traduisant une baisse de 3,5%

**Tableau 2 : Situation du stock de la dette publique**

*En Milliards de FCFA*

<b>Libellé</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
<b>Stock Dette publique totale</b>	<b>604,96</b>	<b>733,36</b>
<i>Encours</i>	451,85	585,50
<i>Arriérés</i>	153,11	147,85
<b>Stock Dette extérieure</b>	<b>475,82</b>	<b>578,77</b>
<i>Encours</i>	345,42	448,38
<i>Arriérés</i>	130,39	130,39
<b>Stock Dette bilatérale</b>	<b>202,53</b>	<b>198,11</b>
<i>Encours</i>	77,90	73,48
<i>Arriérés</i>	124,63	124,63
<b>Stock Dette multilatérale</b>	<b>273,29</b>	<b>380,66</b>
<i>Encours</i>	267,53	374,90
<i>Arriérés</i>	5,76	5,76
<b>Stock Dette intérieure</b>	<b>129,14</b>	<b>154,59</b>
<i>Encours</i>	106,43	137,13
<i>Arriérés</i>	22,71	17,46

#### **4- La participation de l'État dans les organismes**

Les activités réalisées se déclinent d'une part en participation de l'Etat et d'autre part en portefeuille de l'Etat.

##### **4.1- Dans le domaine des participations**

Les principales activités réalisées au titre de l'exercice budgétaire 2021 se présentent comme suit :

- collecte de plusieurs données malgré la pandémie du COVID-19 ;
- recensement de la liste des organisations internationales affiliées à chaque Ministère ;
- mise en place d'une base de données conséquente, solide et fiable avec des chiffres réels sur les Entreprises et Société d'économie Mixte dans lesquelles l'Etat a des actions en retraçant aussi l'utilisation des dividendes ;

- détermination du montant provisoire de la contribution de l'Etat dans les organismes ;
- calcul des états des arriérés accumulés de contribution de l'Etat auprès des Organismes Internationaux ;
- actualisation de l'adresse des Organismes Internationaux ;
- Création d'un répertoire de tous les engagements et participations auprès des entreprises et organismes nationaux et internationaux.

Le tableau ci-après donne un détail de la situation de contribution de l'Etat auprès des organismes internationaux.

**Tableau 3 : Situation partielle de contribution de l'Etat dans les Organismes Internationaux en 2021**

*En milliards*

	Montants alloués dans la Loi de Finances 2021	Règlement	Montants en arriérés	Taux d'exécution
Montant	3,37	0,63	42,65	18,69%

Source : SPPE

Le niveau de règlement en 2021 a baissé (**FCFA 630 millions de FCFA**) comparativement à l'exercice budgétaire précédent (**FCFA 2,1 milliards en 2020**), cette baisse s'explique par les effets de COVID-19 ayant durement impacté les finances du pays.

#### 4.2- Dans le domaine du portefeuille

Dans ce domaine, plusieurs activités ont été réalisées notamment :

- établissement de la liste des Entreprises et Sociétés où l'Etat est actionnaire ainsi que les entreprises sous tutelle de l'Etat ;
- réalisation d'une avancée significative dans le recensement des textes (Loi ; Décret ou Arrêté) de création des Sociétés et Entreprises ;
- détermination du montant exact des actions de l'Etat dans les sociétés recensées ;
- renseignement de la liste des responsables et des représentants de l'Etat figurant dans les Conseils d'Administration.

**Tableau 4 : Situation partielle de participation de l'Etat dans les entreprises et sociétés.**

*En milliards*

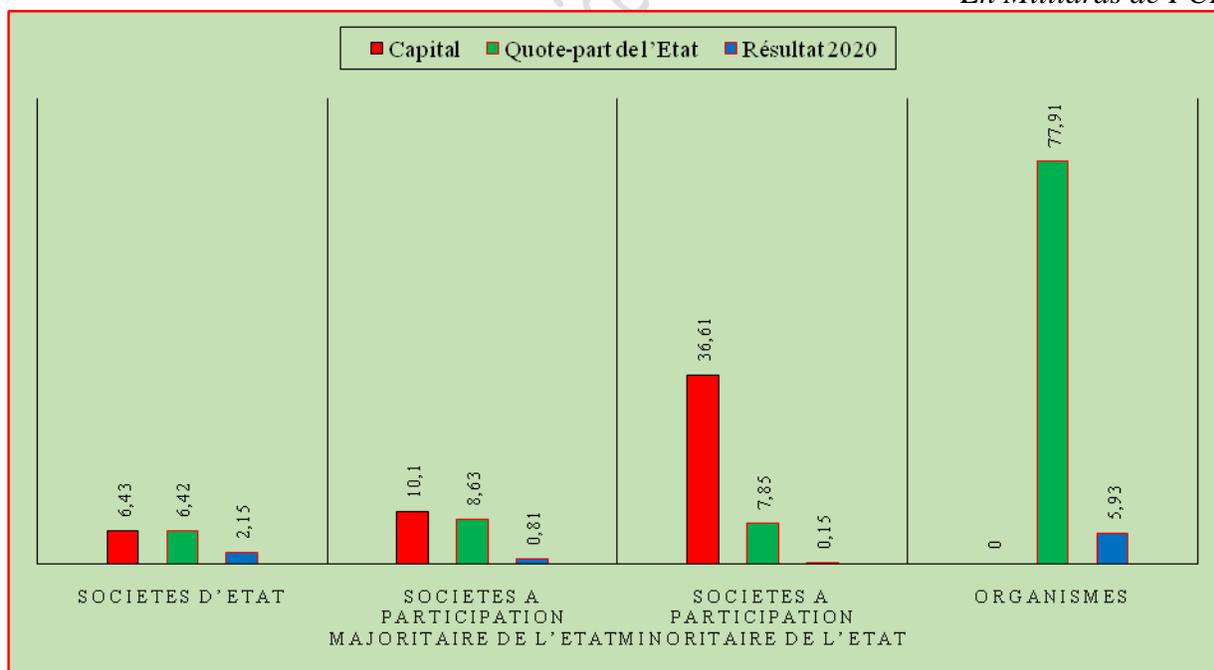
Sociétés et Organismes	Capital	Quote-part de l'Etat	Quote-part en %	Résultat 2020	Dividende/ Etat
SOCIETES D'ETAT	6,43	6,42	100	2,15	0
SOCIETES A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT	10,10	8,63	85	0,81	0
SOCIETES A PARTICIPATION MINORITAIRE DE L'ETAT	36,61	7,85	21	0,15	0
ORGANISMES	1 782,63	77,91	4	5,93	0,06
TOTAL	1 835,78	100,83	5,49	9,05	0,06

**Source : SPPE**

En 2020 la part de l'Etat dans le capital global des sociétés et organismes représente 5,49%, les dividendes dus n'ont pas été répartis suite à une décision prise par la COBAC relative à la pandémie du COVID-19.

**Figure 6 : Situation du portefeuille de l'Etat en 2021**

*En Milliards de FCFA*



**Source : Service des Etudes de la Dette**

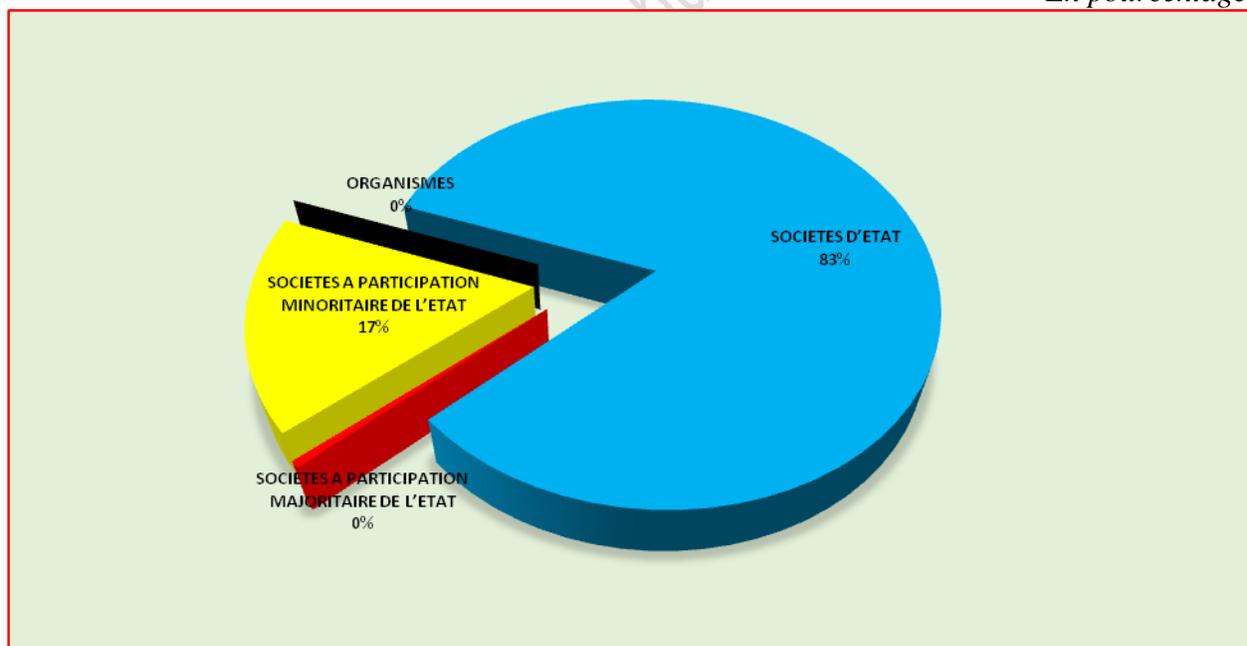
La situation de dette des établissements publics dégage un total de **FCFA 48,6 milliards** à la fin de l'exercice budgétaire 2021. Le tableau qui suit en donne le détail.

**Tableau 5 : Dettes des établissements publics***En milliards*

Sociétés et Organismes	Dettes Fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres Dettes	Total
SOCIETES D'ETAT	11,30	13,96	6,54	6,84	38,61
SOCIETES A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT	0,10	0,04	0	0,10	0,24
SOCIETES A PARTICIPATION MINORITAIRE DE L'ETAT	0,59	0,06	1,48	5,59	7,72
ORGANISMES	0	0	0	0	0
TOTAL	12,18	14,07	8,03	14,32	48,6

**Source : SPPE**

Le tableau ci-dessus met en évidence les différents types de dettes des sociétés d'Etat en distinguant les sociétés à participation majoritaire et les sociétés à participation minoritaire. Le niveau élevé des dettes des sociétés d'Etat résulte du fait des difficultés qu'éprouvent en ce moment les dites sociétés.

**Figure 6 : Situation de dettes des Etablissements publics***En pourcentage***Source : Service des Etudes de la Dette**

La dette des sociétés d'Etat (83%) pèse le plus dans le total des dettes des Etablissements publics. De la figure ci-dessous, il ressort que les autres dettes occupent une place prépondérante dans les différents type de dette des Etablissements publics, après vient la dette sociale.

### 4.3- Le partenariat public privé

La République Centrafricaine a aussi opté pour le Partenariat Public Privé (PPP) ainsi l'Hôtel du Centre est passé de la société d'Etat au PPP le 08 Août 2020 par une signature entre l'Etat et la société BAR-C-EL selon le tableau ci-dessous.

**Tableau 6 : Situation du Partenariat Public Privé**

						<i>En Milliards</i>
NOM DE LA SOCIETE	ACTIONNAIRES	CAPITAL	PARTS	DELAIS DES TRAVAUX	PERIODE	DATE DE SIGNATURE
HOTEL DU CENTRE	ETAT CENTRAFRICAIN	0,58	25%	12 MOIS	20 ANS	08/08/2020
	BA-C-EL	3,33	75%			
TOTAL		3,92	100%	12 MOIS	20 ANS	

Source : SPPE

### 5- La formation et le perfectionnement des cadres de la DDPE

Le tableau qui suit donne une présentation synthétique des formations suivies par les cadres de la DDPE au titre de l'exercice budgétaire 2021.

**Tableau 7 : Thèmes et recommandations des ateliers et séminaires effectués par les cadres de la DDPE**

Thèmes	Dates	Objectifs
<b>Conceptions de cadre de coordinations des émissions des titres publics</b>	8 au 19 /02/2021	Harmoniser les pratiques d'émission
<b>La mise en œuvre de la stratégie de dette</b>	22 au 31 /03/2021	<ol style="list-style-type: none"> <li>1- Améliorer les connaissances sur la démarche de mise en œuvre de la stratégie de dette retenue.</li> <li>2- Introduire un nouvel outil analytique développé par le FMI et la Banque mondiale pour guider les pays à préparer un calendrier d'émission de titres publics</li> </ol>
<b>Le marché secondaire dynamique des titres publics : cas de Nigeria</b>	18 /11/2021	<ol style="list-style-type: none"> <li>1- Fournir des services d'enregistrement, de cotation et de notation.</li> <li>2- Gérer des risques de transactions sur le marché financiers et dépositaire des titres ainsi que sur le marché des capitaux d'emprunt, des échanges, des produits dérivés</li> </ol>
<b>Sensibilisation des acteurs du marché des valeurs du trésor de la CEMAC</b>	28/12/ 2021	Application des nouveaux plannings d'organisation des émissions

*Source: Service des Études*

## **2.1.2- Les activités mises en œuvre de la direction des affaires financières, monétaire et de la micro finance**

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la Direction des Affaires Financières, Monétaire et de la Micro finance a réalisé la quasi-totalité des activités prévues déclinées en trois domaines à savoir :

- domaine des assurances ;
- domaine de micro finances ;
- domaine de banque

### **2.1.2.1- Domaine des Assurances**

Ces activités ont consisté en (i) la supervision, (ii) vulgarisation des textes réglementaire et (iii) délivrance des agréments.

#### ***A- Activité de supervision***

A la demande du Secrétariat Général de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA), la Direction a effectué une mission de contrôle des arriérés de primes sur le marché d'assurances en septembre 2021. Ce contrôle s'inscrit dans le cadre du respect de l'article 13 du code des assurances relatif à l'interdiction faite aux sociétés d'assurances de souscrire l'assurance à crédit. L'objectif principal de cette mission est le contrôle des arriérés de prime qui reviennent au sein de ces sociétés malgré les dispositions de l'article 13ci-dessus visé.

Ce contrôle a révélé que les dispositions de l'article 13 du code des assurances sur le paiement des primes sont plus ou moins respectées par les acteurs du marché. En revanche il a été déploré au cours de ce contrôle d'un côté la rétention abusive des primes par les courtiers et de l'autre le non reversement par la société d'assurance des commissions dues aux intermédiaires ainsi qu'une faible cadence de règlement des sinistres par l'unique société d'assurance de la place.

#### ***B- Vulgarisation des textes réglementaires***

Dans le cadre des actions de sensibilisation, la Direction a organisé le 26 juin 2021 une mission de vulgarisation des textes régissant l'assurance obligatoire des marchandises à l'importation à l'attention des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre de cette législation.

En rappel, l'Ordonnance n°83.052 du 02 août 1983 rend obligatoire la souscription d'une assurance couvrant les importations de marchandises en RCA.

Le non-respect de ce texte par les acteurs a conduit à l'organisation de cet atelier de sensibilisation qui a réuni les représentants de la douane, du Ministère du Commerce, du Ministère des Finances et du Budget, de l'Inspection Générale des Finances, du Conseil Centrafricain des Chargeurs, des importateurs, des transitaires et des assureurs.

Cette assise a abouti à des recommandations parmi lesquelles l'intensification de la sensibilisation de tous les acteurs intervenant dans la chaîne de souscription de l'assurance, l'élaboration d'un arrêté interministériel autorisant le Ministère du Commerce à intégrer la présentation d'un certificat d'assurance locale dans les procédures de souscription de la Déclaration d'Importation Commerciale (DIC).

### **C-Agrément des succursales de sociétés d'assurance**

Deux succursales de sociétés d'assurance ont reçu leurs agréments pour exercer en RCA. Il s'agit des compagnies Assurances du Cameroun Vie (ACAM Vie) et Assurances Générales du Cameroun (AGC).

La première est autorisée à exercer dans la branche assurance vie et la seconde dans la branche assurance non vie.

L'arrivée de ces nouveaux acteurs sur le marché contribue à élargir l'offre d'assurance et met fin à la situation de monopole observée depuis 2020 suite à la fusion absorption de SUNU Assurances et Allianz Assurances.

### **D-Activité de renforcement des capacités**

Malgré le contexte sanitaire difficile de la pandémie du covid-19, certains cadres de la Direction ont participé à des séminaires de formation et un forum sur la réassurance. Le tableau ci-dessous présente les thèmes et les organisateurs de ces séminaires.

**Tableau 8 : Renforcement des capacités des cadres de la DAFMAM**

Thème	Lieu	Organisateurs
Les principes de base en assurance	Yaoundé, Cameroun	l'Institut International des Assurances (IIA) de Yaoundé
la cession légale au premier franc, enjeux, état de mise en œuvre et rôle des Directions Nationales des Assurances	Ouagadougou, Burkina-Faso	Organisation des Assurances Africaines (OAA)
Intégration de l'assurance dans la zone de libre –échange continentale africaine (ZLECAF)	Kigali, Rwanda	Organisation des Assurances Africaines (OAA)

### **2.1.2.2- Dans le domaine des banques**

Dans ce domaine, les activités énumérées ci-dessous ont été menées durant l'exercice budgétaire 2021.

#### **A- Activité de supervision**

La Direction a effectué une mission de contrôle de la situation administrative des agences et sous agences de transfert d'argent.

Cette mission a permis d'actualiser le fichier de toutes ces entités, ainsi sur un effectif de trente-trois agences et sous agences répertoriés par la mission du contrôle, seulement dix-sept (17) sont en activité, les autres ont suspendu leurs activités. Pour certains, ils ont cessé d'activités.

Plusieurs raisons expliquent cette situation parmi lesquelles la rigueur de la nouvelle réglementation des changes notamment le plafonnement journalier du montant à transférer et la forte concurrence au niveau de cette activité avec les opérateurs de téléphonie mobile et d'autres plateformes électroniques.

#### **B- Création de nouvelles entités de transfert de fonds**

Durant l'exercice budgétaire 2021, de nouveaux promoteurs ont été autorisés à exercer sur ce marché. Ainsi sept (07) nouvelles entités de transfert de fonds ont été agréées par l'autorité monétaire, il s'agit de : Société Change Express SARL, Agence de Service de Transfert d'Argent, GKW Transfert, CLEAR Service, Société de Transfert NUNES, GEMAR SARL, Etablissement DIKA EPEE JULIEN.

En outre, la Direction a reçu et instruit un dossier de demande d'agrément pour l'ouverture d'un bureau de changes à Bangui, ledit dossier ayant été transmis à la direction nationale de la Banque Centrale pour « avis conforme » conformément à la procédure en vigueur.

### **2.1.2.3- Dans le domaine de la Micro finance**

Dans ce domaine, il a été question de (i) supervision, (ii) suivi des activités du secteur, (iii) agrément.

#### **A- Activité de supervision**

En 2021, la Direction a effectué deux activités de supervision dans le secteur :

- La mission de contrôle administratif des établissements de microfinance qui exercent en marge de la réglementation notamment l'établissement de Micro finance dénommé « ZOBEL Micro crédit », situé à Bangui et qui exerce ses activités sans autorisation de l'Autorité Monétaire. A l'issue de ce contrôle, un courrier a été adressé au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bangui pour la fermeture de cet établissement conformément à la réglementation.
- La mission de suivi et de vérification des pièces comptables de la Caisse d'Épargne et de Crédit de Bozoum suite aux difficultés de gestion auxquelles est confronté cet établissement de microfinance. Cette mission a permis d'établir les états financiers de ladite caisse et ceux des agences de Bocaranga, Kouï, Ngaoundaye et Paoua.

#### ***B- Suivi des activités du secteur de la microfinance.***

Dans ce volet, les activités réalisées par la Direction concernent :

- La poursuite de la mission de cartographie du secteur de la microfinance dont l'objectif principal est de disposer d'un document complet sur l'offre de services financiers dans le pays, la deuxième phase de cette mission a été effectuée dans la partie Sud et l'Ouest du pays (Pissa, Mbata, Mbaïki, Berberati, Carnot, Boda, Bouar et Cantonnier).
- L'appui en formation et conseil en faveur des associations villageoises d'épargne et de crédit et les initiateurs des tontines dans la Nana Bakassa.
- Le suivi des caisses d'épargne et de crédit de Pissa et à Mbata en vue de la formalisation de leurs dossiers de demande d'agrément.
- La participation de la Direction en mode virtuel aux travaux d'élaboration du document de la stratégie d'inclusion financière sous régionale organisés par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) et dont le document final sera rendu public au cours de l'année 2022.

#### ***C- Agrément d'un nouvel établissement de microfinance***

En 2021 le secteur a enregistré la création d'un nouvel établissement de microfinance de deuxième catégorie dénommé : « **La Financière de Centrafrique (FICA)** » qui a été agréé par le Ministre des Finances et du Budget. La création de cet établissement porte à quatre (04) le nombre des établissements de microfinance de deuxième catégorie dans le pays.

### **2.1.3- Les activités mises en œuvre de la direction de la réglementation et des réformes comptables**

Les activités réalisées par la Direction de la Réglementation et des Réformes Comptables au titre de l'exercice budgétaire 2021 se déclinent en missions, en participation aux travaux de validation et en autres rencontres.

#### **2.1.3.1- Les missions**

Les missions réalisées par la DRRC au titre de l'exercice budgétaire 2021 se présentent comme suit :

##### ***a) Mission d'arrêt d'écritures de fin d'année 2021***

Il s'agit plus principalement des arrêts d'écriture dans les trois entités du Ministère de Développement Rural.

Il s'agit de :

- Caisse du Fond de Développement Agro-pastoral (FDAP) ;
- Caisse de l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA) ;
- Caisse de l'Institut Centrafricain de Recherche Agronomique (ICRA).

Ces missions ont été effectuées au mois de Janvier 2021, les Procès-verbaux ont été rédigés et déposés dans le délai à l'Inspection Générale des Finances.

##### ***b) Missions de vérification***

Sur instruction du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, ces missions ont consisté en la vérification et l'arrêt des caisses des Agences et Régies des Recettes. Elles se sont effectuées à la Régie du Journal Officiel au Ministère du Secrétariat Général du Gouvernement (S G G) et à l'ICASES.

#### **2.1.3.2- Participation aux Travaux de Validation des Textes et aux Séminaires**

Plusieurs séances de validation des textes ont été organisées par le Cabinet du Ministre des Finances et du Budget, par le Département des Mines et de Géologie et par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Ces validations ont porté sur :

- le projet d'arrêté fixant la périodicité d'arrêt d'écriture ;
- le projet d'arrêté fixant les modalités d'exécution des opérations de dépenses du budget de l'Etat et des Organismes Publics.

### 2.1.3.3- Les rencontres

La première rencontre a été organisée par le Secrétariat Technique de l'ITIE Centrafricaine et la seconde a été organisée par le Cabinet du Ministère des Finances et du Budget. C'est un séminaire scientifique relatif aux défis de la **Modernisation et de la Digitalisation**.

### 2.1.3.4- Tableaux de Synthèse des Rapports des Chefs de service

La Direction de la Règlementation et des Reformes Comptables est composée de trois (3) services. Pour une commodité et la parfaite compréhension de leurs réalisations, il est nécessaire de faire la synthèse des rapports de chaque Chef de service. Les différents tableaux ci-après élaborés contiennent les résumés des activités des trois Chefs de service.

**Tableau 9 : Plan d'action du Service De La Législation Et De La Règlementation**

N° D'ODRE	PLAN D'ACTION 2021	ACTIVITES REALISEES	DIFFICULTES	OBSERVATIONS
Service de la législation et de la Règlementation	1 - Recherche de la documentation	Réalisé à 30%	Problème de financement et d'effectif	Effort à faire
	2- Classement des archives	Réalisé à 10%	Pas de financement	Mettre à disposition les moyens financiers
	3 – Recherche des partenaires	Réalisée à 20%	Toujours à chercher	
	4 – Formation en technique de la Direction des textes	Rien n'a été fait	Pas de financement	
	5- Formation en archives et documentation	Rien n'a été fait	Pas de ligne budgétaire	A rechercher
	6- Poursuite des travaux de caveau	Rien n'a été fait	Crise militaire et covid-19	A report budget en 2022

**Tableau 10 : Plan d'action Service Des Réformes Comptables**

N° D'ODRE	PLAN D'ACTION 2021	ACTIVITES REALISEES	DIFFICULTES	OBSERVATION
Service des Reformes Comptables	1 – Formation et recyclage des Cadres et Agents du Trésor	Termes de référence rédigés	Pas de financement	A reprendre dans le plan d'action 2022
	2- Suivi des textes des Directives CEMAC rédigées et soumis à la signature du Ministre des Finances et du Budget	Suivi des textes d'application des Directives CEMAC pour signature du Ministre des Finances et du Budget	Le Ministre n'a pas signé les textes d'application rédigés	Faire toujours le suivi des textes rédigés
	3– Autres activités sur la gestion moderne des finances publiques : informatisation, digitalisation -Envisager le volet comptabilité des matières	Rien n'est réalisé dans le domaine de l'informatisation et digitalisation	Insécurité, Maladie de coronavirus (Covid-19) prolongée	Prévoir dans le plan 2022 la comptabilité des matières et les instructions comptables
	4 – Envisager le volet des instructions comptables	Rien n'est en projet	Pas de présence de l'assistance technique, Pas de moyens financiers	Insister sur la présence de l'assistance technique

**Tableau 11 : Plan d'action Service Des Etudes et Analyse financière**

N° D'ODRE	PLAN D'ACTION 2021	ACTIVITES REALISEES	DIFFICULTES	OBSERVATION
Service des Etudes et Analyse Financière	1 – Poursuivre les recherches sur les nouvelles données statistiques des recettes et dépenses réalisées par le Trésor Public (ACCT)	Etudes et analyses faites partiellement 1 <sup>er</sup> trimestre 2 <sup>e</sup> trimestre	Résultats des Etudes de 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> trimestre non transmis à la hiérarchie pour décision	Problème de santé du Chef de service Accouchement du Chef de bureau des Etudes
	2- Suivre l'évolution économique du pays pour mieux asseoir les Etudes et les Analyses	Suivi réalisé à 10%	Perturbation de la maladie de Coronavirus	Jouissance de congé administratif de deux (2) mois
	3 – Produire par trimestre les résultats des études et analyses faites dans le but d'informer la hiérarchie qui peut prendre les décisions qui s'imposent	Informations transmises à la hiérarchie avec retard et d'une manière irrégulière	Insécurité dans le pays, sous-effectif du personnel	Effort à faire pour se mettre à jour prochainement en 2022

## 2.2- Les activités réalisées par les directions comptables du Trésor public

En analysant respectivement le rapport des activités des cinq directions comptables du Trésor Public, il ressort que la quasi-totalité des activités prévues au titre de l'exercice budgétaire 2021 a été réalisée. Une présentation détaillée des activités de chacune des directions permet de mieux appréhender ce qui a été effectivement réalisés durant l'exercice budgétaire 2021.

### 2.2.1- Les activités réalisées la Direction de la Trésorerie

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, les ressources propres de l'Etat ont totalisé un montant de **FCFA 214,58 Milliards**. Comparées aux dépenses de la même période, il s'est dégagé un déficit budgétaire net de **FCFA 41,85 Milliards**. Le tableau qui suit met en évidence le récapitulatif de la gestion de trésorerie permettant d'appréhender ce déficit.

**Tableau 12 : Récapitulatif de la gestion de Trésorerie en 2021**

	Rubrique	En Milliards de FCFA		%
		Prévisions	Réal	
<b>A</b>	Total Ressources propre	410,97	214,58	52,21
<b>1</b>	Recettes propres	135,51	107,29	79,18
	Recettes Douanières	60,46	51,89	85,83
	Recettes Impôts	60,35	48,54	80,44
	Recettes Trésor	14,70	0,41	2,78
	Autres Recettes	0,00	6,44	
<b>2</b>	Ressources extérieures	275,46	0,00	
	Appui budgétaires	28,53	0,00	
	Appuis projets	123,46	0,00	
	Dons projets	116,73	0,00	
	Emprunts	6,73	0,00	
<b>B</b>	Total Dépenses	331,25	256,43	77,41
	Dépenses Primaires	163,28	247,36	151,5
	Remboursement de la dette	15,98	9,07	56,75
	Dépenses d'équipement	152,00	0,00	

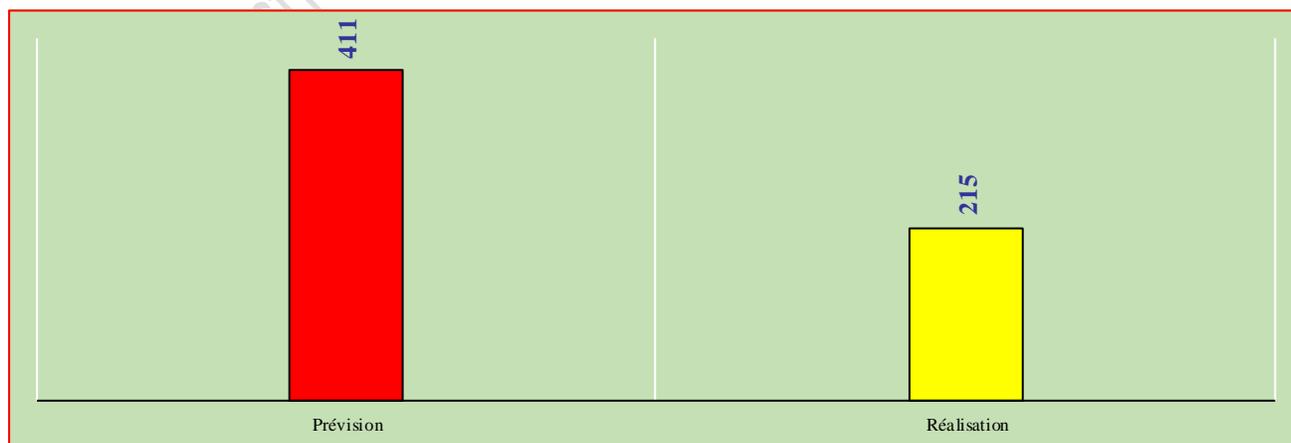
*Source : Direction de la Trésorerie*

### 2.2.1.1- Situations des ressources propres de l'Etat

La prévision des ressources propres de l'Etat au début de l'exercice budgétaire 2021 était de FCFA 410,97 Milliards mais à la fin de l'exercice, la réalisation effective n'était que de FCFA 214,58 Milliards soit un écart de 48%. La figure ci-dessous permet de mieux appréhender cet écart.

**Figure 7 : Comparaison entre la balance d'entrée de l'exercice budgétaire 2020 et 2021**

*En milliards de FCFA*



*Source : Auteur, base de données de la Direction de la Trésorerie*

Pour mieux appréhender la structure de ces recettes, la figure ci-dessous présente le détail des recettes par rubrique.

**Figure 8: Ressources propres par catégorie de recettes** en Milliards de FCFA



*Source : Auteur, base de données de la Direction de la Trésorerie*

Les prévisions des recettes propres étaient de **135,51** Milliards contre **107,29** Milliards de francs CFA de réalisation. Les détails se présentent comme suit:

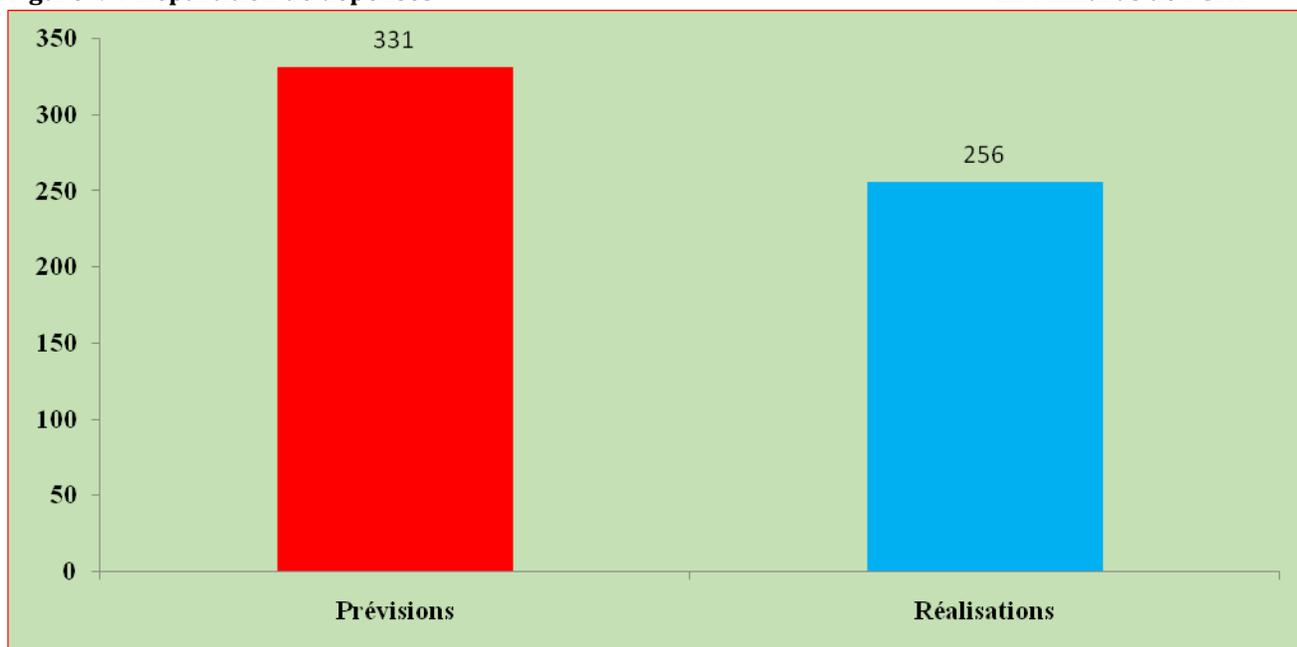
- Les recettes des Douanes en prévision étaient de **60,46** Milliards contre une réalisation de **51,89** Milliards ;
- Les recettes des impôts en prévision étaient de **60,347** Milliards contre une réalisation de **48,54** Milliards ;
- Les recettes du Trésor public en prévision étaient de **14,70** Milliards contre une réalisation de **4,93** Milliards ;
- Les autres recettes en réalisation étaient de **6,44** Milliards.

### 2.2.1.2- Situations des dépenses de l'Etat

Les dépenses durant l'exercice budgétaire 2021 ont totalisé **FCFA 256,43** Milliards réparties respectivement à 96% en dépenses primaires et 4% en remboursement de la dette. Elles ont été réalisées à 77,41% de la prévision.

**Figure 9 : Répartition de dépenses**

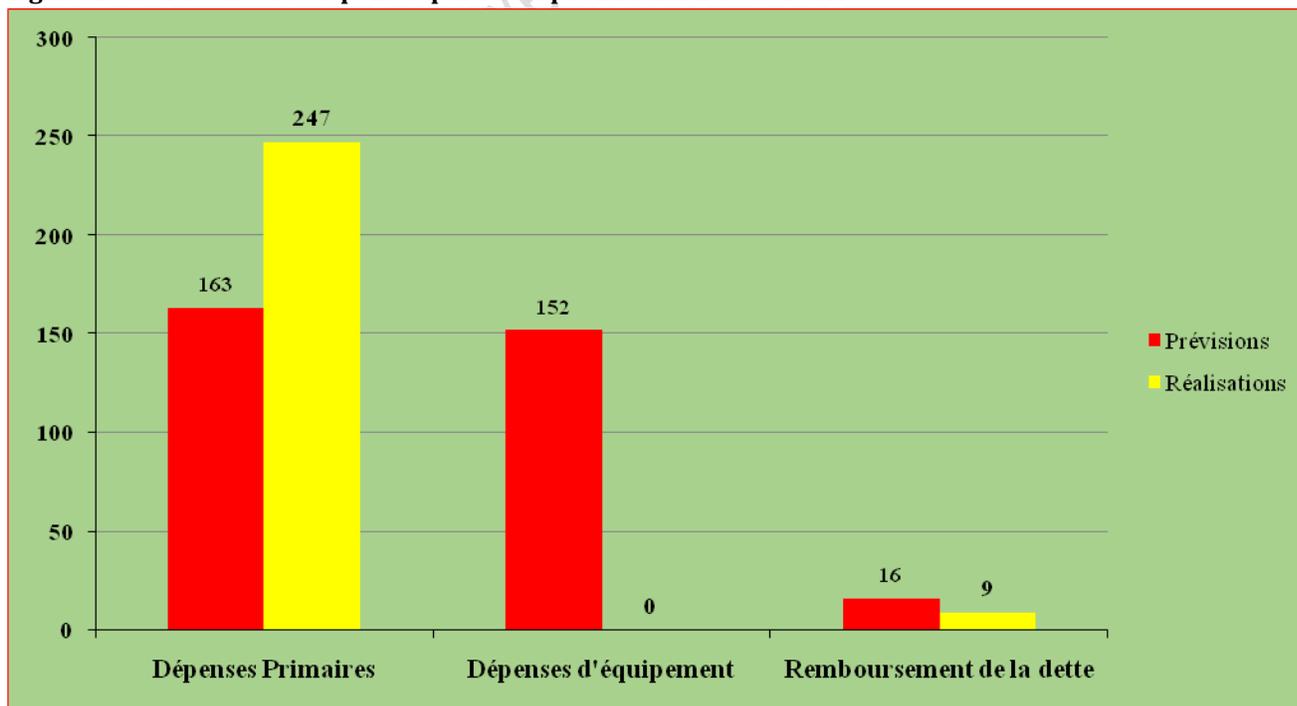
En Milliards de FCFA



*Source : Auteur, base de données de la Direction de la Trésorerie*

L'analyse des différentes composantes de ces dépenses montre que les dépenses primaires occupent une place très importante du total sur l'exercice budgétaire. La figure ci-dessous présente la composition des dépenses.

**Figure 10 : Structure des dépenses par rubrique En Milliards de FCFA**



*Source : Auteur, base de données de la Direction de la Trésorerie*

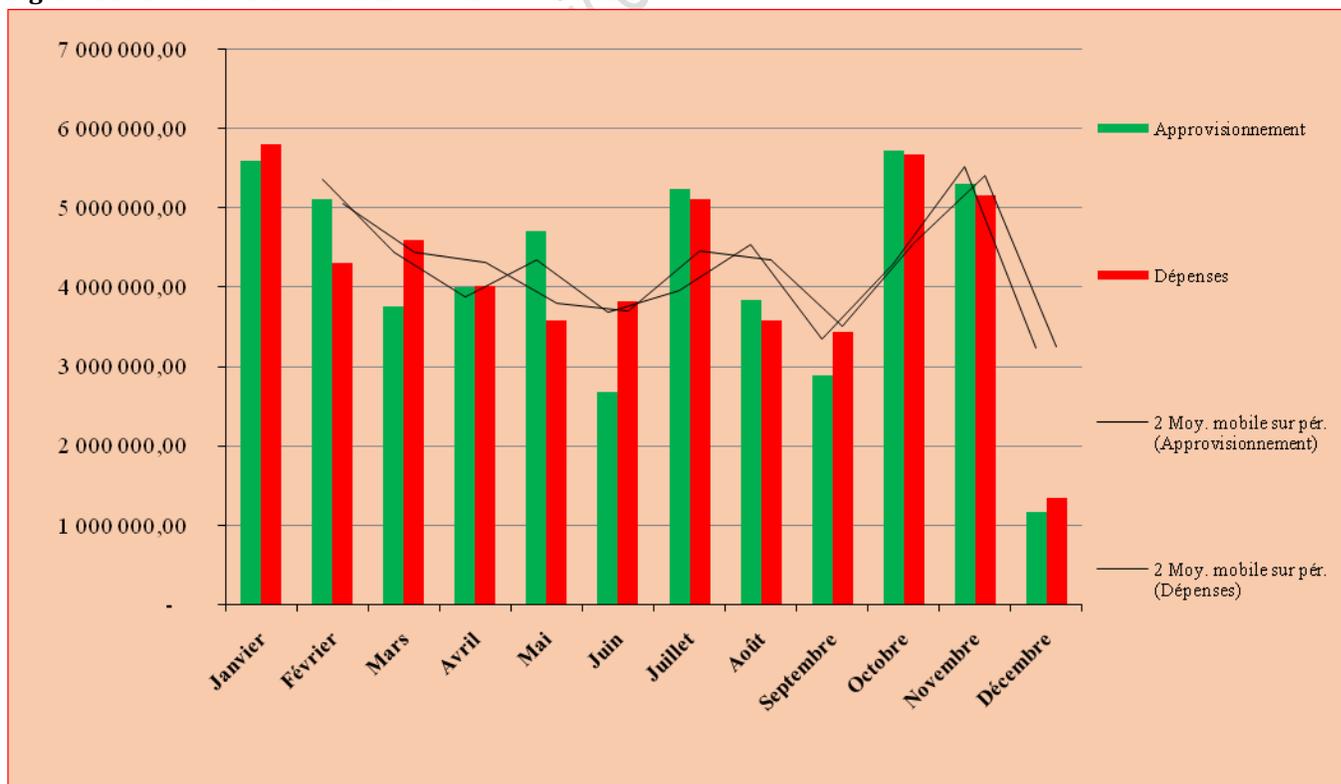
### 2.2.1.3- Situations de la balance d'entrée

La balance d'entrée au début de l'exercice budgétaire 2021 était de **FCFA 811 312 Millions**. Le tableau ci-dessous en donne le détail de la situation.

**Tableau 13 : Balance d'entrée**

	Alimentation en Milliers de FCFA	Dépenses en Milliards de FCFA
<b>Balance d'entrée</b>	811 312,00	
<b>Janvier</b>	5 588 261,00	5 794 855,00
<b>Février</b>	5 104 085,00	4 292 737,00
<b>Mars</b>	3 756 365,00	4 590 375,00
<b>Avril</b>	3 983 748,00	4 009 870,00
<b>Mai</b>	4 697 337,00	3 564 808,00
<b>Juin</b>	2 678 986,00	3 816 056,00
<b>Juillet</b>	5 231 674,00	5 094 937,00
<b>Août</b>	3 824 265,00	3 576 340,00
<b>Septembre</b>	2 874 726,00	3 428 583,00
<b>Octobre</b>	5 709 605,00	5 659 534,00
<b>Novembre</b>	5 301 781,00	5 144 612,00
<b>Décembre</b>	1 165 995,00	1 333 578,00

**Figure 11 : Evolution de la balance d'entrée en 2021**



**Source :** Auteur, base de données de la Direction de la Trésorerie

De la figure ci-dessus, il ressort que l'évolution des approvisionnements et des dépenses suivent une même tendance durant tout l'exercice.

## 2.2.2- Les activités réalisées par la Direction des dépenses publiques

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, la Direction de la dépense publique a réalisé la quasi-totalité des activités prévues au début de l'exercice. Elles peuvent être déclinées comme suit :

### 1- Paiement des pensions

La situation de la pension à la fin de l'exercice budgétaire 2021 totalise un montant de **FCFA 11,285 Milliards** contre **FCFA 10,631 Milliards** en 2020 soit une hausse de 6,2%. Le tableau qui suit présente le détail de la situation de paiement de pension à la fin de l'exercice 2021.

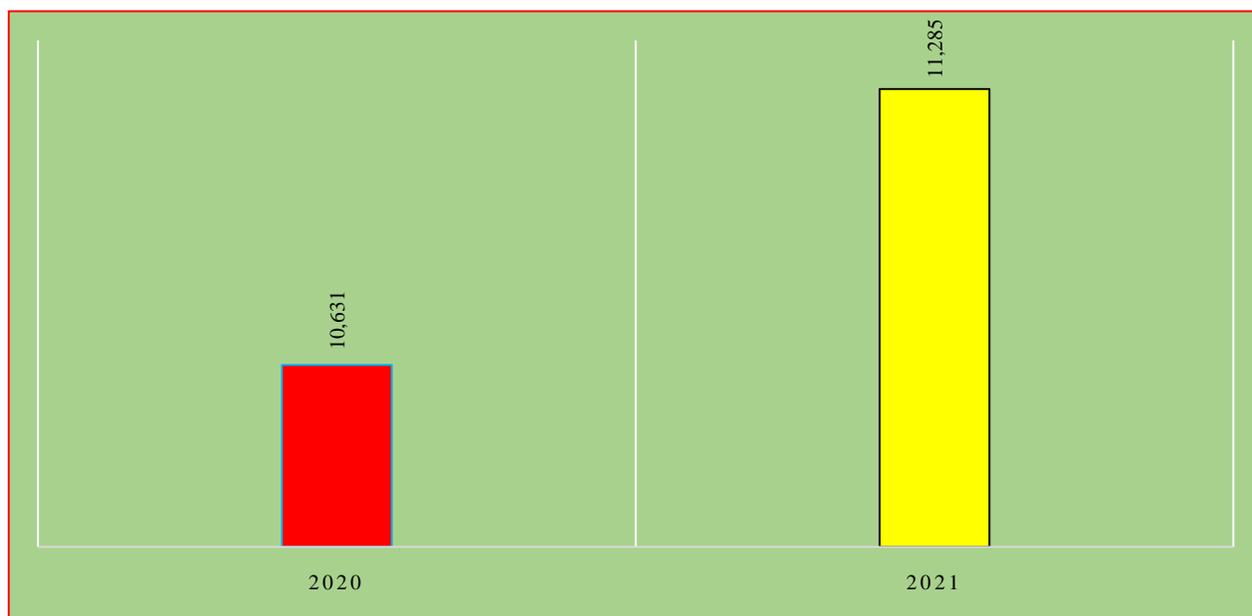
**Tableau 13 : Situation des pensions à la fin 2021 en Milliards de FCFA**

PERIODE	2020	2021
<b>Janvier</b>	0,848	0,922
<b>Février</b>	0,860	0,929
<b>Mars</b>	0,866	0,936
<b>Avril</b>	0,873	0,941
<b>Mai</b>	0,878	0,942
<b>Juin</b>	0,879	0,946
<b>Juillet</b>	0,888	0,942
<b>Août</b>	0,893	0,937
<b>Septembre</b>	0,900	0,942
<b>Octobre</b>	0,910	0,947
<b>Novembre</b>	0,916	0,949
<b>Décembre</b>	0,919	0,951
<b>Total</b>	10,631	11,285

*Source : Direction de la Dépense Publique*

La figure ci-dessous permet d'appréhender l'évolution de la situation des pensions entre l'année 2020 et l'année 2021.

**Figure 12 : Comparaison de la situation des pensions en Milliards de FCFA**



**Source :** Auteur, base de données de la Direction de Dépense

Soulignons que les efforts consentis par le Ministère des Finances et du Budget au travers des réformes, ont poursuivi leur cours et ont abouti à la mise en place du projet de renforcement de la gestion des pensions de retraite, qui consiste à numériser les dossiers d'un fonctionnaire depuis son entrée dans la fonction publique, jusqu'à son admission à la retraite.

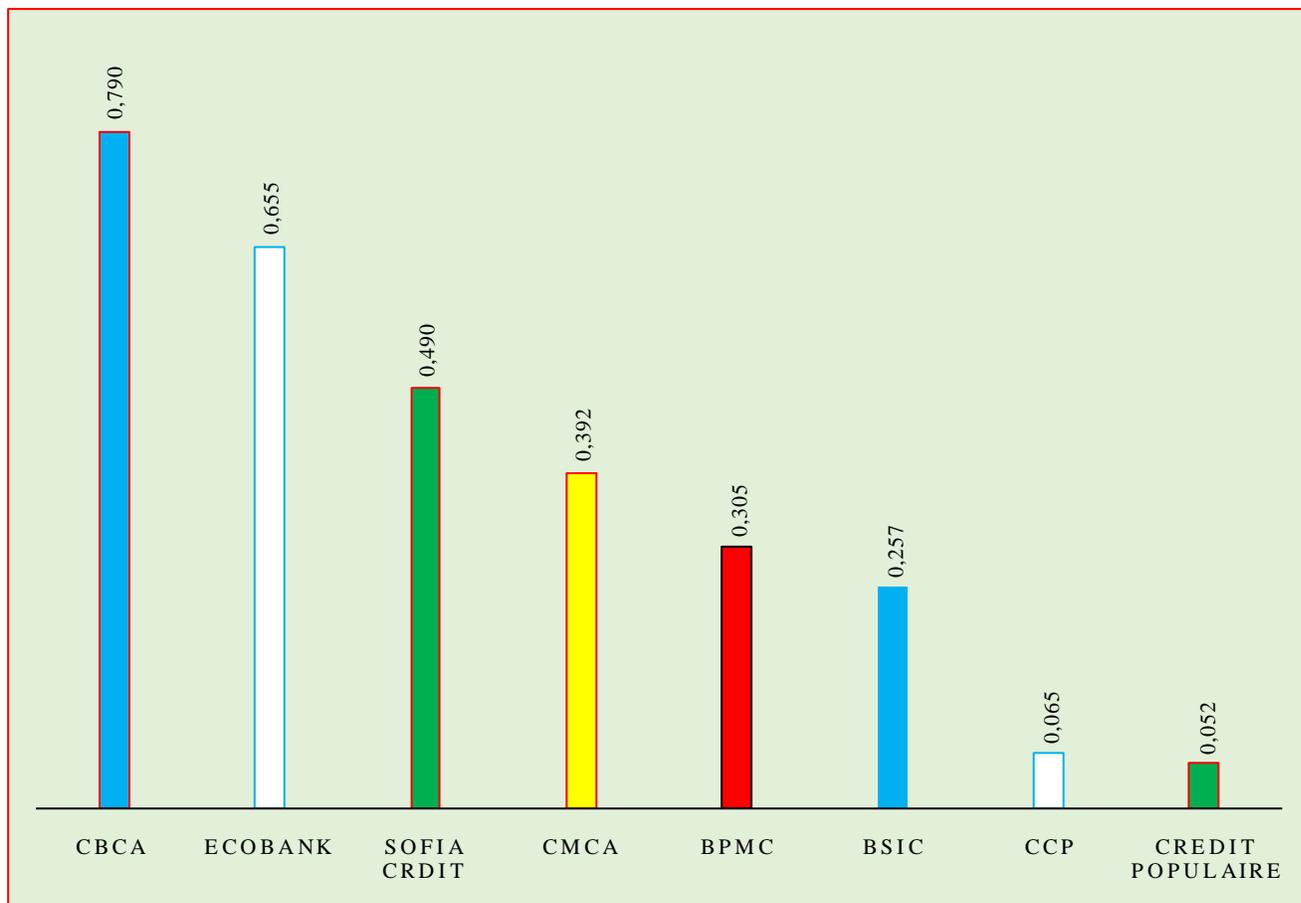
Durant l'exercice budgétaire 2021, le gouvernement mis à disposition une enveloppe de plus de trois Milliards (FCFA 3, 007 Milliards) pour l'apurement partielle des arriérages de pension. Le tableau ci-dessous présente la situation de ces paiements.

**Tableau 14 : Situation des apurements des arriérages de pensions en 2021** En Milliards de FCFA

BANQUES	Nombre des livrets de pension payés	MONTANT
<b>CBCA</b>	349	0,7899
<b>ECOBANK</b>	321	0,6554
<b>SOFIA CRDIT</b>	227	0,4903
<b>CMCA</b>	218	0,3922
<b>BPMC</b>	197	0,3053
<b>BSIC</b>	155	0,2572
<b>CCP</b>	26	0,0648
<b>CREDIT POPULAIRE</b>	33	0,0524
<b>TOTAL</b>	<b>1526</b>	<b>3,0074</b>

**Figure 13 : Apurements des arriérages de pensions en 2021**

En Milliards de FCFA



*Source : Auteur, base de données de la Direction de Dépense*

## 2- Prises en charge des ordonnances de paiement

Concernant les prises en charge des ordonnances de paiement durant l'exercice budgétaire 2021, il y a eu des engagements à hauteurs de FCFA **166,9 Milliards** de Francs CFA. Les ordonnances au nombre de **6433** ont été prises en charge pour un montant de FCFA **156,82 Milliards**. Sur la même période, les paiements ont totalisé un montant de **FCFA 157,311 Milliards**. Les restes à payer s'élèvent à FCFA **6,63 Milliards**. Le tableau ci-dessous récapitule les détails par nature des dépenses.

**Tableau 15 : Récapitulatif de suivi de l'exécution budgétaire en 2021**

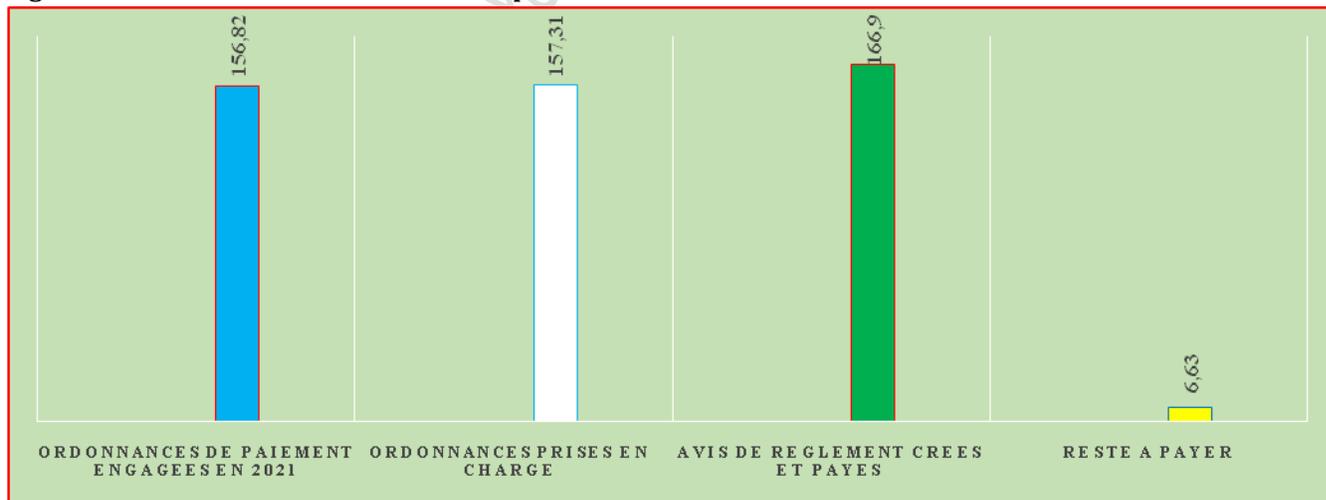
CLASSE	INTITULE	PRISES EN CHARGE	PAYES	RESTE A PAYER
	<b>ORDONNANCES DE PAIEMENT ENGAGEES EN 2021</b>	166,90		
	<b>ORDONNANCES PRISES EN CHARGE</b>	156,82		

AVIS DE REGLEMENT CREES ET PAYES		157,31		
RESTE A PAYER		6,63		
EN ATTENTE DE PRISE EN CHARGE		3,86		
INVESTISSEMENTS	21 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1,44	1,33	0,11
	2222 Travaux d'aménagement et de clôture des terrains	0,04	0,04	0,00
	23 IMMEUBLES	7,63	6,62	1,01
	24 MEUBLES	4,20	3,42	0,78
	25 EQUIPEMENTS MILITAIRES	0,42	0,31	0,11
	26 PRISES DE PARTICIPATION ET CAUTIONNEMENTS	0,06	0,00	0,06
	TOTAL INVESTISSEMENT		13,79	11,72
FONCTIONNEMENTS	60 ACHAT DE BIENS ET FOURNITURES	9,39	6,87	2,52
	61 ACHATS ET SERVICES	4,54	4,15	0,38
	62 EAU ENERGIE CARBURANT COMMUNICATION	7,20	6,81	0,38
	63 SUBVENTION	41,05	37,72	3,33
	65 CHARGES EXCEPTIONNELLES	11,60	10,81	0,79
	66 CHARGES DE PERSONNEL	79,34	79,22	0,12
	TOTAL FONCTIONNEMENTS		153,11	145,60
TOTAL GENERAL		166,90	157,31	9,59

**Source : Direction de la Dépense**

La figure ci-dessous montre que les ordonnances payées (FCFA 166,9 Milliards) sont supérieures à ce qui a été prise en charge durant la même période (FCFA 156,82 Milliards).

**Figure 14 : Evolution des ordonnances de paiement en 2021 en Milliards de FCFA**



**Source: Auteur, base de données de la Direction des Dépenses**

### 3- Règlement de la Solde

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, la prise en charge et les règlements des titres de paiement s'élèvent à **FCFA 16,28 Milliards** et **FCFA 66,8 Milliards** pour les salaires des fonctionnaires et agents de l'État. Les tableaux ci-dessous en donnent les détails.

**Tableau 16 : Prise en charge des ordres de paiement**

Ordres de Paiement	Nombres	Montant total
<b>Total 2021</b>	<b>833</b>	16,281
<b>Restes A Payer</b>	<b>28</b>	0,074
<b>Hospitalisations</b>	<b>113</b>	1,405
<b>Frais de Transport</b>	<b>314</b>	1,207
<b>Compte Dépôt</b>	<b>101</b>	9,633
<b>d'Avance</b>	<b>305</b>	2,859

*Source : Direction de la Dépense*

Le traitement des salaires pour l'exercice budgétaire 2021, ont porté sur plus de 10 000 dossiers civils et militaires confondus. La variation des montants par mois et par banque est fonction des éléments constitutifs du salaire, à savoir : l'absentéisme, la création, les situations familiales, les situations administratives, les avancements, les affectations, les nominations, les changements de banques, les allocations et autres. Le tableau en donne le détail.

Mois	EFFECTIF DES FAE	EFFECTIF MILITAIRES	EFFECTIF TOTAL	NET A PAYER	RETENUS	MASSE BRUTE
<b>JANVIER</b>	19 525	12 635	32 160	5,02	0,70	5,72
<b>FÉVRIER</b>			32 810	5,10	0,71	5,81
<b>MARS</b>	19 323	13 835	33 158	5,36	0,74	6,10
<b>AVRIL</b>	19 455	14 000	33 455	5,43	0,76	6,19
<b>MAI</b>	20 117	14 111	34 228	5,54	0,77	6,32
<b>JUIN</b>	20 508	14 133	34 641	5,61	0,78	6,39
<b>JUILLET</b>	20 565	14 623	35 188	5,64	0,78	6,42
<b>AOÛT</b>	20 662	14 611	35 273	5,67	0,79	6,45
<b>SEPTEMBRE</b>	20 986	15 300	36 286	5,73	0,79	6,52
<b>OCTOBRE</b>	21 595	15 880	37 485	5,85	0,80	6,65
<b>NOVEMBRE</b>	21 410	15 904	37 314	5,91	0,81	6,72
<b>DECEMBRE</b>				5,94	0,82	6,76

<b>TOTAL</b>	<b>204 146</b>	<b>145 032</b>	<b>349 178</b>	66,80	9,25	76,05
--------------	----------------	----------------	----------------	-------	------	-------

**Tableau 17 : Récapitulatif du paiement des salaires en 2021 en Milliards de FCFA**

*Source : Direction de la Dépense*

### 2.2.3- Les activités réalisées la Direction des Recouvrements et de la Centralisation des Recettes Publiques

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, les recettes ont totalisé un montant de FCFA 26,27 milliards. Les recettes fiscales à elles pèsent 88,61% du total puis vient la caisse- perception 4,31%.

#### 1- Les recettes parafiscales et des ministères

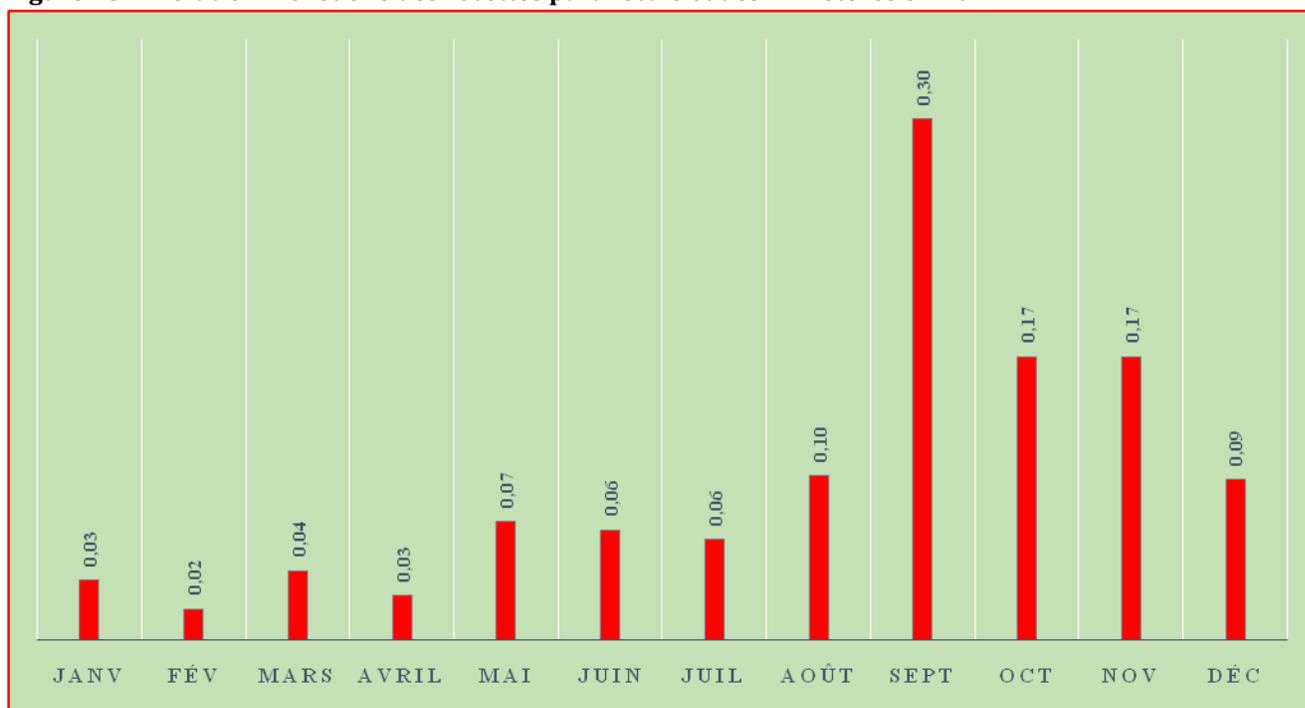
A fin décembre 2021, les recettes parafiscales et des ministères s'élèvent à **FCFA 1,13 Milliards**. Le tableau ci-dessous en donne le détail mensuel.

**Tableau 18 : Situation mensuelle des recettes parafiscales et des ministères en Milliards de FCFA**

Mois	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	TOTAL
<b>Montant</b>	0,03	0,02	0,04	0,03	0,07	0,06	0,06	0,10	0,30	0,17	0,17	0,09	1,13

*Source : Direction de Recouvrement et de la Centralisation des Recettes*

**Figure 15 : Évolution mensuelle des recettes parafiscale et des ministères en 2021**



*Source : Auteurs, base de données de la Direction de Recouvrement*

Il ressort de la figure ci-dessus une hausse des recettes parafiscale et des ministères au mois de septembre 2021.

## 2. Recettes fiscales à fin décembre 2021

Durant l'exercice budgétaire 2021, les recettes fiscales sauf impôt totalisent un montant de FCFA 23,28 Milliards comme le montre le tableau ci-dessous.

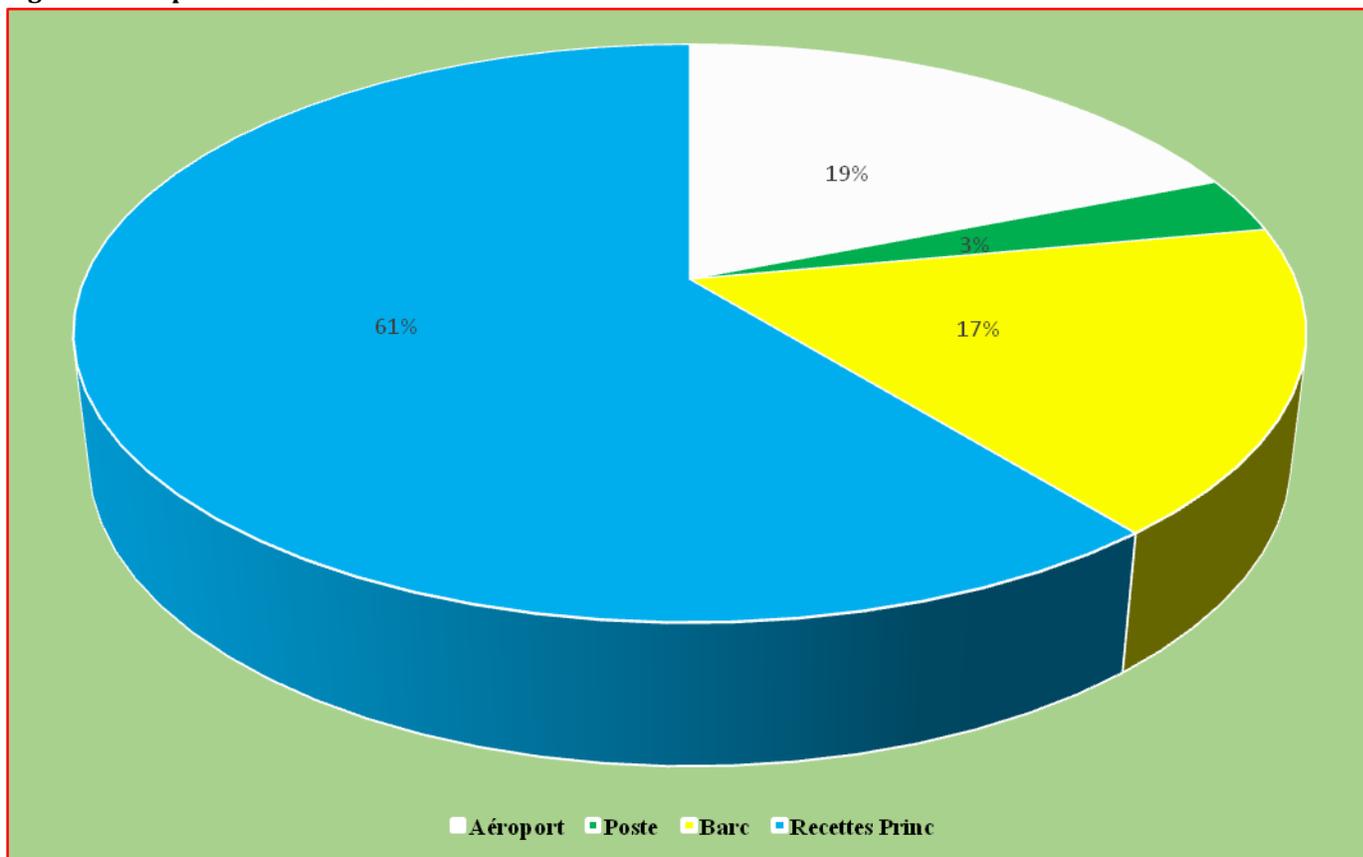
**Tableau 19 : Situation des recettes fiscales en Milliards de FCFA à fin décembre 2021**

Entité	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Octobre	Nov	Déc	TOTAL
<b>Aéroport</b>	0,109	0,4252	0,374	0,368	0,386	0,382	0,9172	0,321	0,268	0,1942	0,371	0,291	4,4071
<b>Poste</b>	0,0126	0,0065	0,021	0,029	0,01	0,303	0,0699	0,041	0,087	0,1037	0,01	0,033	0,7273
<b>Barc</b>	0,0357	0,0589	0,202	0,501	0,45	0,404	0,3024	0,442	0,406	0,4216	0,299	0,467	3,9879
<b>Recettes Princ</b>	0,1747	0,0427	2,435	0,375	3,717	0,604	0,2174	1,666	0,762	2,4002	0,821	0,944	14,159

*Source : Direction de Recouvrement et de la Centralisation des Recettes*

Du tableau ci-dessus, les recettes principales FCFA 14,16 milliards dépassent les autres types de recette notamment Aéroport FCFA 4,41 milliards, Poste FCFA 0,73 milliards et Barc FCFA 3,99 milliards.

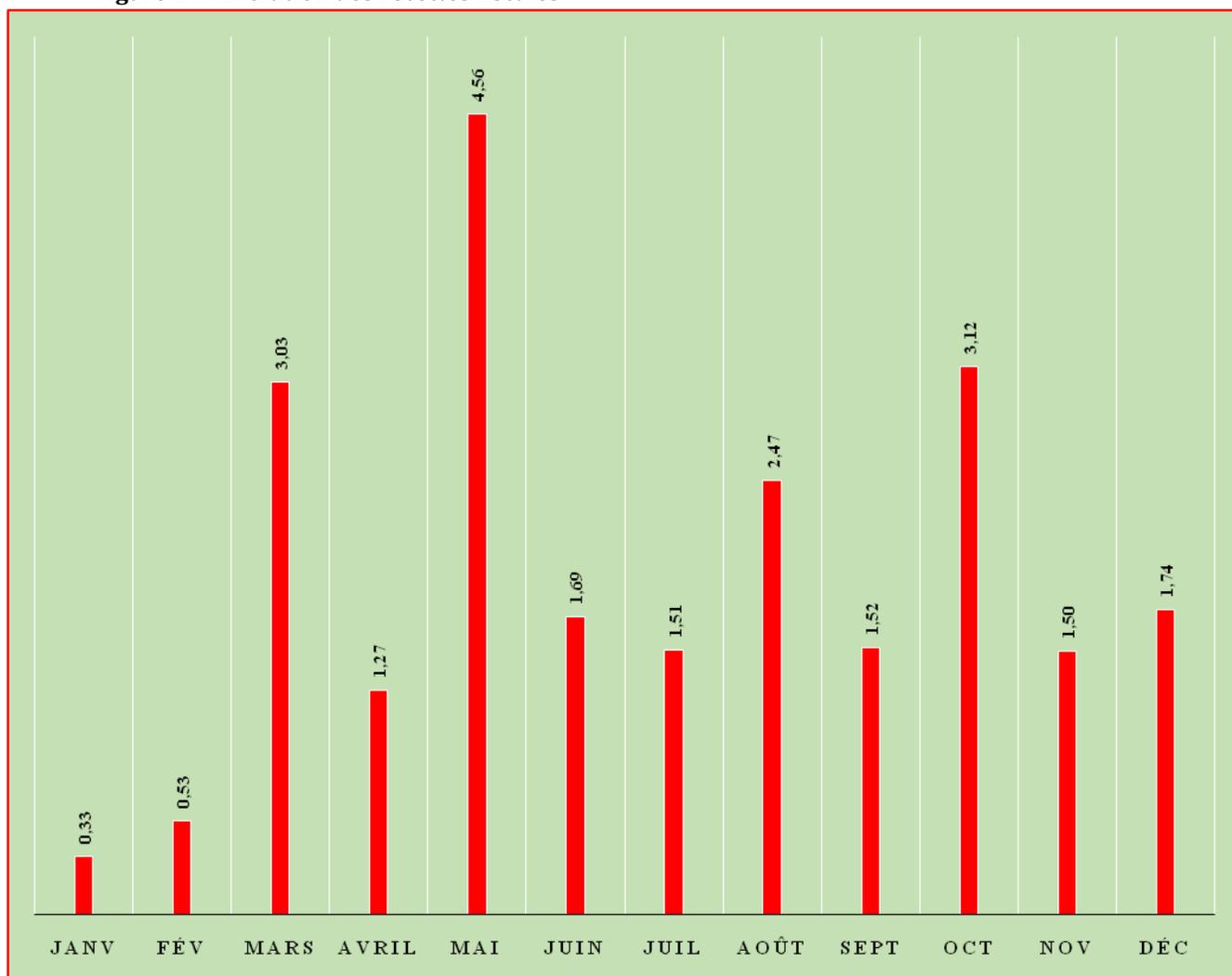
**Figure 16 : Répartition des recettes fiscale**



*Source : Auteurs, base de données de la Direction de Recouvrement*

De la figure ci-dessous, il ressort que c'est au mois de mai 2021 que les recettes fiscales sont plus élevées. Cette hausse s'explique principalement par les recettes principales qui ont été de FCFA 3,72 milliards contre respectivement FCFA 0,37 milliards le mois précédent et FCFA 0,60 milliards en juin.

**Figure 17 : Evolution des recettes fiscales**



*Source : Auteur, base de données de la Direction de la Trésorerie*

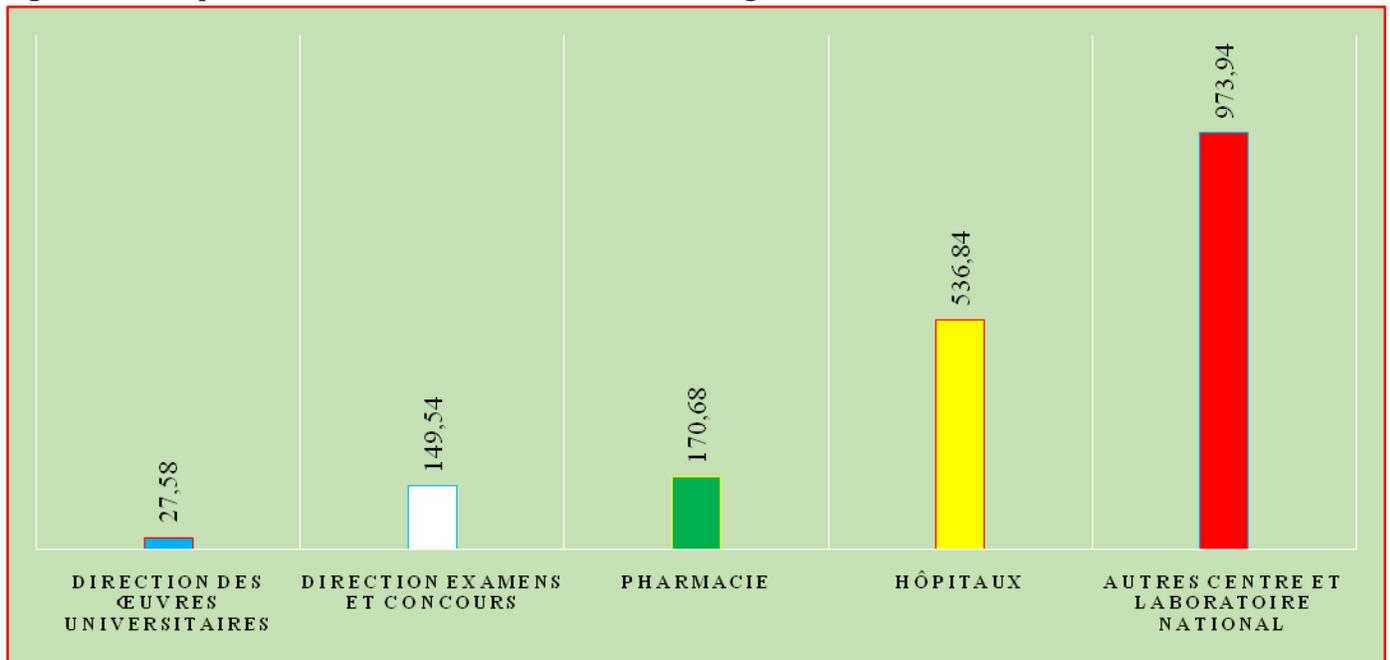
### 3 - Autres recettes

Ce sont de recettes qui ne sont pas encaissées par le Trésor Public mais par des entités spécifiques qui ont une autonomie de gestion. Le tableau ci-dessous présente leur situation.

**Tableau 20 : situation des autres recettes**

Mois	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	TOTAL
Direction Examens et Concours	4,77	9,84	43,53	22,50	4,01	32,56	7,15	1,74	7,49	5,35	5,71	4,88	149,54
Direction des Œuvres Universitaires	2,59	2,32	2,52	2,53	2,45	2,45	2,76	2,73	2,11	2,78	2,58	2,24	27,58
Pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Amitié phar</i>	3,89	3,82	3,82	4,77	4,55	6,19	6,60	5,36	5,09	4,80	0,43	5,47	54,24
<i>Amitié MMC</i>	0,94	0,93	0,96	1,47	1,14	1,39	1,04	0,91	0,75	0,54	0,04	0,83	10,93
<i>Domitien</i>	1,49	1,49	1,87	2,47	2,06	0,00	3,99	2,37	2,78	2,50	2,23	2,47	25,72
<i>CNHUB</i>	2,68	2,50	3,60	3,67	3,24	5,37	6,97	3,17	3,45	3,61	2,92	2,81	50,00
<i>Imagerie CNHUB</i>	0,00	0,29	2,64	2,68	2,03	2,66	3,07	2,97	3,60	3,35	3,06	3,45	29,79
Hôpitaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>Domitien</i>	6,29	6,56	7,07	8,31	6,52	8,82	6,77	7,64	7,36	9,32	7,18	6,87	88,61
<i>Amitié</i>	10,12	13,74	16,31	18,02	14,07	12,40	14,67	16,09	13,75	11,66	4,63	12,10	157,55
<i>Communautaire</i>	17,57	18,34	25,21	21,21	19,08	23,89	21,19	22,59	13,16	13,57	17,74	15,87	229,43
<i>CNHUB</i>	5,61	3,54	6,52	3,72	3,72	7,55	6,29	5,23	5,09	4,14	3,89	5,93	61,25
Autres Centre et Laboratoire National	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Centre de la mère et de l'Enfant</b>	0,85	0,95	1,50	1,16	0,99	1,27	1,02	0,99	0,96	0,91	0,96	0,96	12,51
<b>Laboratoire National</b>	17,65	29,78	30,17	120,46	153,77	29,06	33,22	0,00	261,95	13,89	12,46	13,97	715,78
<b>CRM/MST</b>	1,38	1,27	1,13	0,76	0,69	1,37	15,47	0,00	0,00	0,97	0,81	0,73	24,57
<b>CNTS</b>	0,25	0,31	0,46	0,40	0,17	0,16	0,43	0,30	0,19	0,26	0,27	0,24	3,56
<b>UCM</b>	9,16	29,69	29,28	17,57	20,10	21,03	19,02	19,87	14,87	15,25	12,51	9,17	217,51

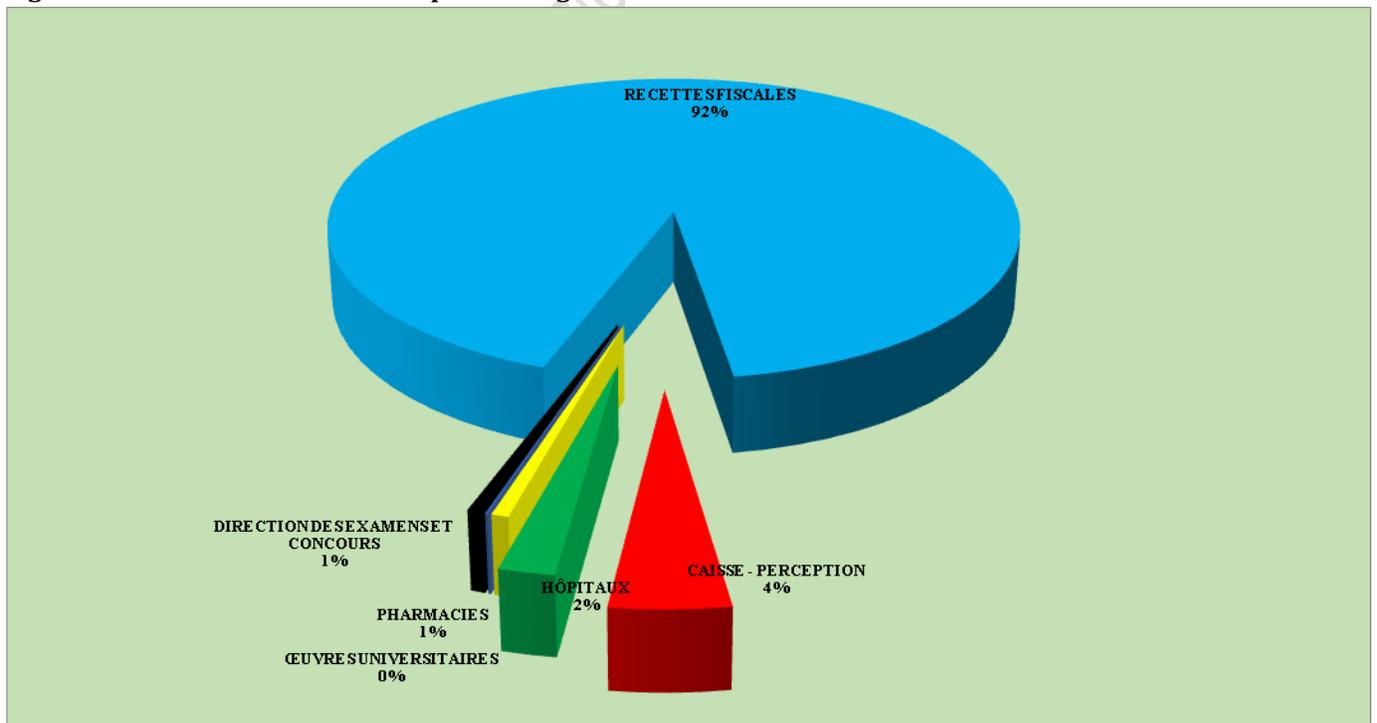
**Figure 18 : Récapitulatif des autres recettes de l'exercice budgétaire 2021 en Millions de FCFA**



*Source : Auteur, base de données de la Direction de la Trésorerie*

De la figure ci-dessous permet d'appréhender la structure des recettes durant l'exercice budgétaire 2021.

**Figure 19 : Structure de recettes en pourcentage du total**



*Source : Auteurs, base de données de la Direction de la Trésorerie*

## 2.2.4- Les activités réalisées la Direction de la Centralisation Comptable

Les principales activités réalisées par la Direction de la Centralisation Comptable Au titre de l'exercice budgétaire 2021 se déclinent respectivement comme suit :

### 1- Rattrapage de la tenue de la comptabilité de 2021

La réalisation des activités de rattrapage-production du compte de gestion 2020 amorcé au courant du mois de novembre 2021 se poursuit et se décline en plusieurs actions suivantes :

- la collecte des pièces comptables non saisies de 2020 afin d'évaluer leur volumétrie, le temps qui y sera consacré et l'effectif du personnel d'appui à solliciter ;
- l'identification dudit personnel d'appui ;
- l'édition des différents journaux et leur pointage avec les pièces comptables ;
- la saisie des données ;
- le contrôle et la validation des données saisies ;
- la production des états financiers de l'exercice.

### 2- Élaboration du compte de gestion 2020

La situation synthétique des travaux d'élaboration du compte de gestion 2019 est résumée dans le tableau suivant :

Tableau 21 : Etat d'exécution des activités de la DCC

ACTIVITE	SOUS ACTIVITES	NIVEAU D'EXECUTION
<b>Rattrapage de la comptabilité et production des comptes de 2021</b>	Collecte des pièces comptables non saisies par mois	Exécutée
	Évaluation de la charge de travail liée aux opérations de rattrapage	Exécutée
	Évaluation du coût des activités de rattrapage	Exécutée
	Réquisition et saisie des opérations par les agents	Exécutée
	Suivi et validation des saisies	Exécutée
	Production des Etats financiers	Exécutée
	Transmission des comptes à la Cour des comptes	Non Exécutée

*Source : Direction de la Centralisation des Comptables*

### 3- Assainissement des soldes de la balance générale des comptes

Les travaux de rattrapage de la tenue de la comptabilité de 2021, a débouché sur :

- l'apurement des soldes anormaux persistant au niveau de la balance ;
- la création d'un compte pivot pour y stocker les opérations ne pouvant être immédiatement dénouées ;
- la transmission à la cour des comptes de la balance générale assainie pour validation avant reprise éventuelle dans SIM-Ba.

Cette partie n'a pu être mise en œuvre à cause de l'indisponibilité de la méthodologie d'apurement qui devait être mise à la disposition de la DCC par l'Agence Comptable Centrale du Trésor.

### 4-Renforcement des capacités des cadres et agents de la DCC

Plusieurs ateliers de renforcement des capacités du personnel de la direction ont été mis en œuvre pour améliorer la connaissances des agents et cadre de la direction sur les fondamentaux en matière de tenue de la comptabilité en partie double, la maîtrise des risques comptables, la normalisation de sens des soldes des comptes et de contrôle d'équilibre de la balance.

### 5- Situation des comptabilités centralisées des postes comptables secondaires

La centralisation des opérations des postes comptables secondaires du Trésor Public durant l'exercice budgétaire 2021 est résumée dans le tableau qui suit.

**Tableau 24 : Situation des comptabilités centralisées des postes comptables secondaires**

Nombres total de postes comptables	Nombres de postes fonctionnels	Nombres de Comptabilités attendues en 2020	Nombre de Comptabilités parvenues	Taux de centralisation
58	44	528	372	70,46%

**Source : DCC**

Il convient de noter que 14 postes comptables secondaires n'ont pas fonctionné durant l'exercice budgétaire 2021 à cause de la situation sécuritaire précaire dans certaines régions du pays. Sur un total de 528 comptabilité attendues des postes comptable durant l'exercice budgétaire 2021, seulement 372 sont réellement parvenu soit 41,94% du total.

Chaque poste comptable secondaire devrait en principe envoyer douze (12) comptabilité à la fin de l'exercice budgétaire force est de constater qu'environ 29,54% des comptabilités mensuelles

attendues de ces postes ne sont pas parvenues à la DCC. Des actions sont en cours pour une meilleure alternative.

## 2.2.5- Les activités réalisées par la Direction de la Centralisation Comptabilités Locales et des Organismes Publics

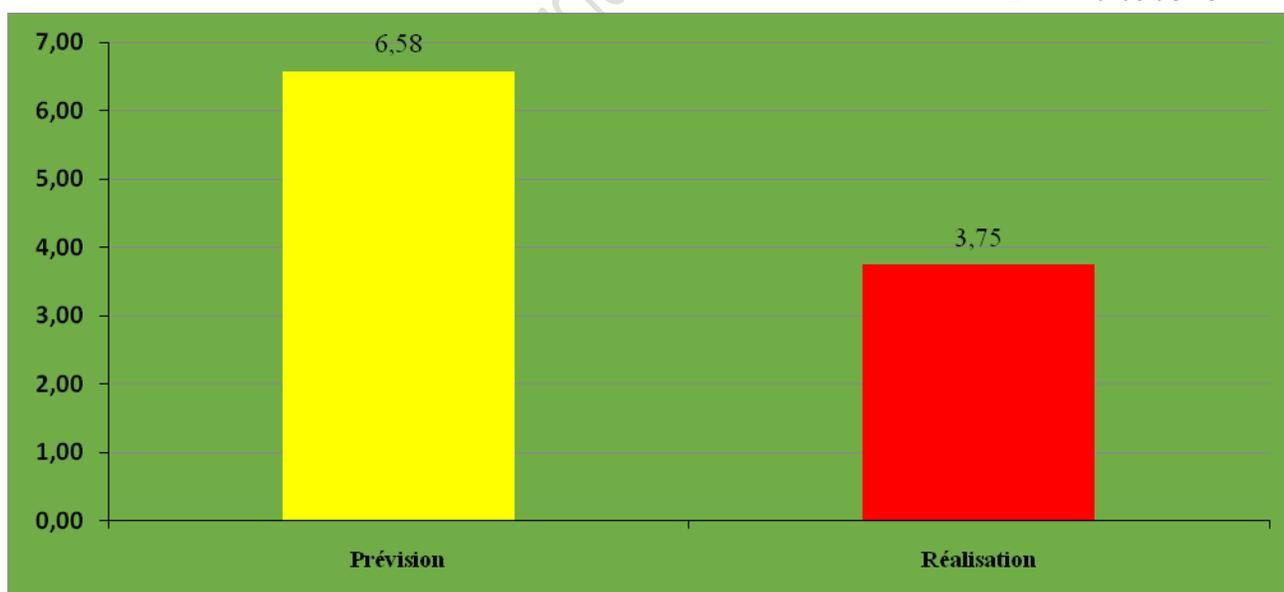
Durant l'exercice budgétaire 2021, les activités réalisées par la Direction de la Centralisation Locales et des Organismes Publics se déclinent respectivement en (i) Suivi des Recettes (Ressources), (ii) suivi des subventions versées aux organismes publics et (iii) renforcement des capacité du personnel.

### 2.2.5.1- Le Suivi des recettes (Ressources)

Durant l'exercice budgétaire 2021, les réalisations en recettes des collectivités locales et des organismes publics s'élèvent à FCFA 6,58 Milliards alors que les prévisions selon la loi des finances étaient de FCFA **9,46 Milliards** soit un taux de réalisation de 69,59%. Voir l'annexe pour le détail.

Figure 20 : Comparaison entre la prévision et la réalisation des recettes des collectivités

En Milliards de FCFA

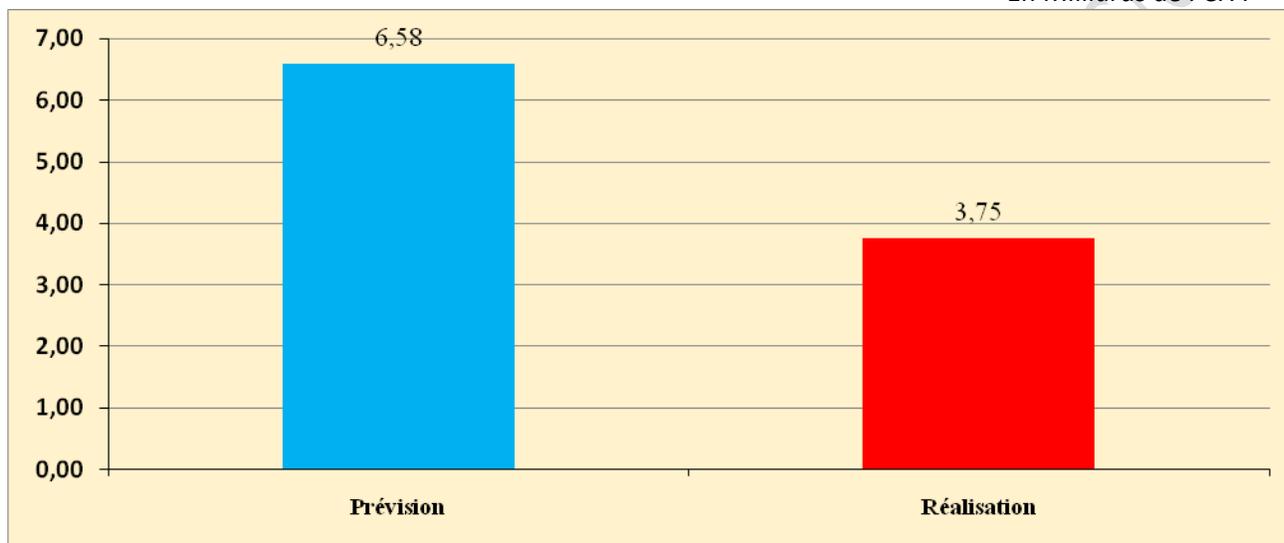


Source : Auteurs, base de données de la DCCLOP

### 2.2.5.2- Le Suivi des subventions versées aux Organismes publics

Durant l'exercice budgétaire 2021, les subventions versées au titre des salaires et indemnités ont totalisé un montant de FCFA **3,19 Milliards** sur une prévision de **FCFA 6,38 Milliards** soit un taux d'exécution de 50,09%.

Figure 21 : Comparaison entre la prévision et la réalisation des subventions versées aux organismes publics  
En Milliards de FCFA



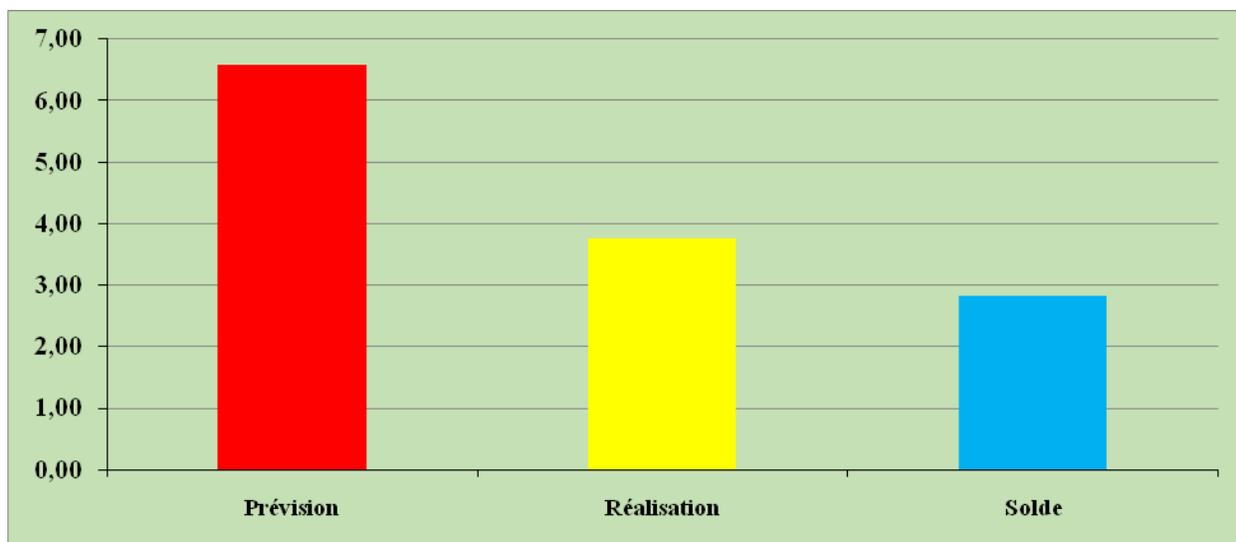
Source : Auteurs, base de données de la DCCLOP

En outre, les subventions versées aux Etablissements Publics pour leur fonctionnement se chiffrent à FCFA **5,58 Milliards** soit 09 % des prévisions. Ainsi, le montant total des subventions versées aux Organismes Publics pour l'exercice budgétaire 2021 se chiffre à FCFA **3,75 Milliards** soit 58,84%.

En définitive, le Solde à fin Décembre 2021 se chiffre à FCFA **2,82 Milliards** attestant une amélioration en matière de recettes et une bonne maîtrise des dépenses de fonctionnement des Etablissements Publics.

Figure 22 : cumulé des subventions versées aux Organismes Publics

En Milliards de FCFA



*Source : Auteurs, base de données de la DCCLOP*

### 2.2.5.3- Le renforcement des capacités du personnel

Durant l'exercice budgétaire 2021, les cadres du Service des Organismes Publics et les Agents Comptables ont bénéficié de plusieurs formations :

- 1) l'atelier par visioconférence sur l'Enjeux et la mise en oeuvre de la Comptabilité en Droits Constatés et Patrimoniaire organisé par **AFRITAC Centre** en Février 2021 (Salle CS-REF) ;
- 2) l'atelier de travail sur la procédure d'élaboration et d'exécution du Budget des Organismes Publics organisé par l'ACCT au mois de Mai 2021 ;
- 3) la formation sur le nouvel Applicatif **Sim\_ba** : « Processus Produits et Processus Comptables » tenue les mois de Juin et Novembre 2021 dans la salle de formation de l'ACCT.

### 2.2.6- Les activités réalisées l'Inspection des Services du Trésor

Durant l'exercice budgétaire 2021, l'Inspection des Services du Trésor a respectivement effectué des missions à l'intérieur du pays et a traité aussi plusieurs dossiers en contentieux.

#### *a- Les missions*

- A Bangui, il a eu cinq(05) vérifications de caisses des 12 Régies de menues recettes dans les ministères générateurs et deux(02) autres dans les Agences Comptables auprès des Offices publics. Et , en provinces, il a eu trois(03) contrôles de gestion financière et

comptable dans les postes comptables de Trésorerie Régionale n° 4, des Trésoreries de GADZI et de PAOUA( Cf. Tableau des missions effectuées en 2021 en annexe) ;

- 04 missions d'installation et de passation de service exécutées.

**b- Les dossiers**

- Une dizaine de dossiers en contentieux traités dont 02 en cours.

### **III- LES DIFFICULTES DE LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

Au cours de la gestion budgétaire 2021, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique s'est confrontée à plusieurs difficultés ayant impacté sa performance :

- 1- Faible mobilisation des recettes non fiscales due à l'existence des caisses parallèles et des gestionnaires de fait;
- 2- Faible intégration des recettes par fiscales sur le compte unique du Trésor;
- 3- Retard dans le basculement des recettes sur le CUT par les banques commerciales en violation de la convention;
- 4- Absence d'une plate forme de secours systac-sygma;
- 5- Forte influence de paiement en numéraire;
- 6- Fort recours aux dépenses à charge de trésorerie;
- 7- Faible taux de régularisation des caisses d'avance;
- 8- Retard dans l'apurement des arriérés intérieurs;
- 9- Retard dans la tenue de la comptabilité et la production de compte de gestion;
- 10- Retard dans l'assainissement de la balance générale des comptes;
- 11- Dysfonctionnement du cadre organisationnel et fonctionnel
- 12- Manque des moyens logistiques.

### **IV- LES REFORMES ET PERSEPECTIVES DE LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a amorcé plusieurs réformes indispensables pour moderniser la qualité du travail. Ces réformes ouvrent aussi la voie sur plusieurs perspectives.

ACTIVITES	PERSPECTIVES
Mobilisation des recettes	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Suppression des régies d'avances et réorganisation des services de collecte de menues dans les ministères.</li> <li>-Centralisation de l'intégralité des recettes des régies sur le CUT.</li> <li>-Adoption des téléprocédures (télédéclarations et télépaiements) pour le recouvrement des RNF.</li> <li>-Numérisation des quittances dans toutes les administrations financières.</li> </ul>
Gestion de la Trésorerie	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mise en conformité de la DGTCP vis-à-vis de l'instruction n°001/GR/2018 relative à l'étendue de l'interbancaire et l'interopérabilité dans la CEMAC.</li> <li>-Arrimage de la DGTCP au GIMAC afin de bénéficier des solutions sécurisées d'encaissement et des dépenses de l'Etat.</li> <li>-Modernisation de la fonction bancaire du Trésor;</li> <li>-Renforcement du CUT par la définition de l'architecture et la signature de convention de gestion avec la BEAC.</li> </ul>
Exécution des dépenses	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Dématérialisation du traitement des titres de dépenses en lien avec le déploiement de SIMBA.</li> <li>-Bancarisation des bourses et frais de vacation.</li> <li>-Paiement électronique des dépenses d'un montant inférieur à 50.000 F.</li> <li>-Paiement par carte bancaire des frais de mission.</li> </ul> <p>Dématérialisation et archivage électronique des bulletins de paie des FAE.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre de la nomenclature des pièces justificatives des dépenses des communes</li> </ul>
Tenue de la comptabilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Amélioration de la qualité comptable</li> <li>-Pérennisation du retard zéro dans la reddition des comptes annuels de l'Etat.</li> <li>-Pérennisation du retard zéro dans la transmission de projet de Loi de règlement à l'Assemblée Nationale;</li> </ul>

	-Assainissement de la balance générale des comptes.
Règlementation comptable	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Elaboration d'un guide de fonctionnement des comptes (instructions comptables) suite à l'internalisation des directives CEMAC.</li> <li>-Transposition des directives CEMAC sur la comptabilité des matières;</li> <li>-Adoption d'un plan de développement du Trésor 2022-2030;</li> <li>-Formation et recyclages des agents et cadres pour la maîtrise de leur métier;</li> <li>- Formation des Receveurs municipaux à la réédition des comptes de la Collectivité</li> <li>-Documentation de la nomenclature comptable des Établissements Publics et des Collectivités Locales par l'appui de l'Assistance Technique du FM.</li> </ul>
Système d'informations	<ul style="list-style-type: none"> <li>-déploiement de l'outil de supervision TMon (Terminal Monitoring) pour la supervision de toutes les opérations bancaires et l'appropriation de DEPOX pour les travaux d'émission des titres publics de créances négociables des opérations du marché monétaire et des opérations inter bancaires;</li> <li>-Opérationnalisation de e-transfert en lien avec Systac-Sigma;</li> <li>-Poursuite du déploiement et de la stabilisation de SIM_BA.</li> </ul>

## Conclusion

Ce rapport a pour but de mettre en exergue les différentes activités de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique durant l'exercice budgétaire 2021. Durant cette période, l'exécution comptable de la loi des finances est confiée à la DGTCP. Les diverses activités réalisées par la DGTCP durant l'exercice budgétaire 2021 sont réparties en trois grandes masses à savoir : les recettes encaissées, les dépenses décaissées, les dettes payées. Ces activités sont respectivement réalisées par les directions non comptables du Trésor Public et par les directions comptables.

L'exercice budgétaire 2021, s'est soldé sur un déficit budgétaire. Toutefois, les mobilisations des nouvelles ressources (OTA, BTA) d'un montant total de 48,775 MFCFA ont permis à l'Etat de combler les besoins de trésorerie et de financement. Le stock de la dette a augmenté à **FCFA 733,4 Milliards** contre **FCFA 605,56 Milliards** un an plus tôt. Le taux d'endettement a quant à elle passé de **43,99%** en 2020 à **51,36%** en 2021. Les règlements de la dette ont atteint un montant de FCFA 39,2 Milliards contre 48,0 Milliards en 2020 soit une baisse de **18,33%**.

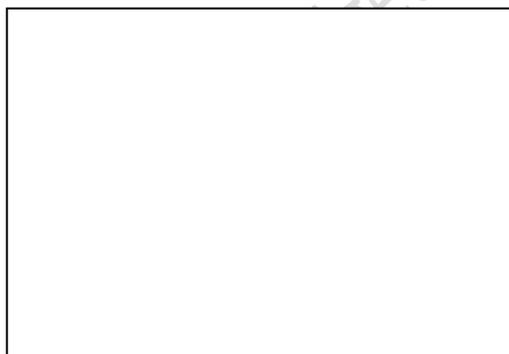
Malgré certaines difficultés, la DGTCP a entreprise plusieurs réformes durant l'exercice budgétaire 2021 indispensables pour accroître la productivité et la qualité du travail parmi lesquelles l'implémentation des directives CEMAC et le déploiement du logiciel SIM-BA devant pallier les insuffisances de Ges' Co. L'opérationnalisation de SIM- BA et le recyclage des agents de certaines directions techniques sont en perspectives afin d'accroître davantage la qualité de travail de la DGTCP.

Somme toute, la DGTCP est à l'épreuve de la modernité pour relever les défis et contraintes de divers ordres auxquels elle s'est confrontée. C'est ici le lieu d'exprimer le besoin d'un accompagnement de la part des autorités politico-administratives et de l'assistance technique.

## L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



**Serge OUARASSIO- MONKOMSSE**  
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique  
Expert en Finances Publiques



**Alain YANGO**  
Coordonnateur de l'IST, Inspecteur du Trésor



**Guy-Hermas Dieu-Béni-Socrate DJAMAWA-ENDJIKPENI**  
Inspecteur du Trésor, Expert Macro économiste au Trésor



**Francis Tomy GALLO**  
Inspecteur du Trésor, Economiste Expert en Produits Financiers

## Table des matières

<b>Préface.....</b>	<b>6</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>13</b>
<b>I- LES ACTIVITES PREVUES PAR LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE .....</b>	<b>14</b>
<b>1.1- Les activités prévues par les directions non comptables du Trésor .....</b>	<b>14</b>
1.1.1- Les activités prévues par la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) .....	14
<b>1- Préparation des éléments de négociation et renégociation d'emprunt et des garanties de l'Etat.....</b>	<b>14</b>
1.1.2- Les activités prévues par la Direction des Affaires Financières, Monétaires et de la Microfinance (DAFMM) .....	15
1.1.3- Les activités prévues par la Direction de la Réglementation et des Réformes Comptable (DRRC) .....	15
<b>1.2- Les activités prévues par les directions comptables du Trésor Public.....</b>	<b>15</b>
1.2.1- Les activités prévues pour la Direction de Trésorerie .....	16
1.2.2- Les activités prévues pour la Direction des Dépenses Publiques .....	16
1.2.3- Les activités prévues pour la Direction des Recouvrements et de la Centralisation des Recettes Publiques.....	16
1.2.4- Les activités prévues pour la Direction de la Centralisation Comptable (DCC) .....	17
1.2.5- Les activités prévues pour la Direction de la Centralisation des Comptabilités des Collectivités Locales et des Organismes Publics .....	17
1.2.6- Les activités prévues par l'Inspection des Services du Trésor .....	17
<b>II- LES ACTIVITES REALISEES PAR LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DGTCP) .....</b>	<b>18</b>
<b>2.1- Les activités réalisées par les directions non comptables du Trésor.....</b>	<b>18</b>
2.1.1- Les activités mises en œuvre par la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) .....	18
1.2.1- Poursuite de l'Initiative G20 .....	21
1.2.2- Service et règlements de la dette .....	21
1.2.3- Décaissement .....	21
1.2.4- Evolution Stock, Encours et Arriérés.....	21
<b>4.1- Dans le domaine des participations.....</b>	<b>22</b>

4.2- Dans le domaine du portefeuille.....	23
4.3- Le partenariat public privé .....	26
<b>2.1.2- Les activités mises en œuvre de la direction des affaires financières, monétaire et de la micro finance .....</b>	<b>27</b>
2.1.2.1- Domaine des Assurances .....	27
2.1.2.2- Dans le domaine des banques.....	29
2.1.2.3- Dans le domaine de la Micro finance .....	29
<b>2.1.3- Les activités mises en œuvre de la direction de la réglementation et des réformes comptables .....</b>	<b>31</b>
2.1.3.1- Les missions .....	31
2.1.3.3- Les rencontres .....	32
2.1.3.4- Tableaux de Synthèse des Rapports des Chefs de service.....	32
<b>2.2- Les activités réalisées par les directions comptables du Trésor public .....</b>	<b>33</b>
2.2.1- Les activités réalisées la Direction de la Trésorerie.....	33
2.2.2- Les activités réalisées par la Direction des dépenses publiques.....	38
2.2.3- Les activités réalisées la Direction des Recouvrements et de la Centralisation des Recettes Publiques.....	43
2. Recettes fiscales à fin décembre 2021 .....	44
3 - Autres recettes .....	46
2.2.4- Les activités réalisées la Direction de la Centralisation Comptable .....	49
2.2.5- Les activités réalisées par la Direction de la Centralisation Comptabilités Locales et des Organismes Publics.....	51
2.2.6- Les activités réalisées l'Inspection des Services du Trésor .....	53
<b>III- LES DIFFICULTES DE LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE .....</b>	<b>54</b>
<b>IV- LES REFORMES ET PERSEPECTIVES DE LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE .....</b>	<b>54</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>57</b>

Rapport d'activité de l'exercice budgétaire 2020 de la DGTCP

**ANNEXES**

## **Annexe 1 : Liste des rapports compilés**

### **1- Les rapports des Directions non comptables**

- 1.1- Rapport d'activité de la Direction de la Législation et des Réformes Comptables
- 1.2- Rapport d'activité de la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat
- 1.3- Rapport d'activité de la Direction des Affaires Financières, de la Monnaie et de la Microfinance.

### **2- Les Directions Techniques Comptables**

- 2.1- Rapport d'activité de la Direction de la Trésorerie
- 2.2- Rapport d'activité de la Direction des Dépenses Publiques et des Budgets Annexes
- 2.3- Rapport d'activité de la Direction de la Centralisation Comptable
- 2.4- Rapport d'activité de la Direction de la Centralisation des Recettes Publiques
- 2.5- Rapport d'activité de la Direction de la Centralisation des Comptabilités des Collectivités Locales et des Organismes Publics.

### **3- L'Inspection des Services du Trésor**

- 3.1- Rapport d'activité de l'Inspection des Services du Trésor

## Annexe 2 : État du personnel de la DGTCP en 2021

### Situation générale du personnel

Grades	Hommes	Femmes	Total	%	Retraites	Décédés	Malades	Mise en disposition
Inspecteurs principaux	6	0	6	1,06	2	0	0	0
Inspecteurs	157	14	171	30,16	4	3	1	5
Inspecteurs Adjoints	31	15	46	8,11	1	0	0	1
Contrôleurs Principaux	19	9	28	4,94	0	0	0	0
Contrôleurs	69	49	118	20,81	0	3	2	0
Agent Techniques	9	14	23	4,06	0	0	1	1
Agent Receveur	5	17	22	3,88	1	0	0	0
Autres Agents	18	18	36	6,35	1	1	0	0
Agent Sécuritaires	9	0	9	1,59	0	0	0	0
Stagiaires	26	82	108	19,05	0	0	0	0
<b>Totaux</b>	<b>349</b>	<b>218</b>	<b>567</b>	<b>100</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>7</b>

### Situation Du personnel selon les fonctions

Fonctions	Hommes	Femmes	Total	%
Cab MFB	2	0	2	0,47
Directeurs	42	10	52	12,18
Chefs Services	54	7	61	14,29
Chefs Bureaux	94	116	210	49,18
Autres	75	27	102	23,89
<b>Totaux</b>	<b>267</b>	<b>160</b>	<b>427</b>	<b>100</b>

### Plan d'effectif du personnel

Structures	Hommes	Femmes	Stagiaires	Total	%
CAB DGT	20	6	3	29	5%
DRRC	8	3	2	13	2%
DAFMMF	12	15	30	57	10,05%
DDPE	13	6	15	34	6%
ACCT	63	70	58	191	33,69%
REGIONS	80	21	0	101	17,81%
AUTRES	98	44	0	142	25,04%
<b>TOTAUX</b>	<b>294</b>	<b>165</b>	<b>108</b>	<b>567</b>	<b>100,00%</b>

## Situation du personnel non fonctionnaire

Qualités	Hommes	Femmes	Total	%
Contractuel	1	3	4	2,99
Décisionnaire	22	0	22	16,41
Stagiaires	26	82	108	80,6
<b>Totaux</b>	<b>49</b>	<b>85</b>	<b>134</b>	<b>100</b>

## Tableau des réalisations des organismes publics

		EXERCICE BUDGETAIRE 2021													
STRUCTURE	LIBELLE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL	REALISAT° (%)
<b>ARCEP</b>	PREVISIONS	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	210 737 583	2 528 851 000	48,28
	REALISATIONS	302 726 919	14 505 000	26 923 322	87 562 087	140 315 084	138 506 832	118 590 292	59 277 417	60 144 259	38 704 000	49 851 894	183 858 806	1 220 965 912	
<b>ASRP</b>	PREVISIONS	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	218 772 750	2 625 273 000	74,46
	REALISATIONS	192 546 386	133 605 851	119 266 760	107 753 252	161 325 549	204 197 570	144 060 662	183 427 369	198 304 794	106 476 150	92 553 247	311 355 728	1 954 873 318	
<b>ANAC</b>	PREVISIONS	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	120 016 417	1 440 197 000	84,09
	REALISATIONS	16 125 000	77 415 000	219 170 000	39 000 000	117 150 000	139 500 000	73 700 000	46 275 000	79 725 000	70 575 000	127 525 000	204 950 000	1 211 110 000	
<b>ANEA</b>	PREVISIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	REALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>ARSEA</b>	PREVISIONS	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	4 438 333	53 260 000	-
	REALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>ANDE</b>	PREVISIONS	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	1 289 000	15 468 000	78,37
	REALISATIONS	3 018 000	110 000	60 000	156 500	124 500	36 000	718 000	-	4 300 000	18 000	3 581 000	-	12 122 000	
<b>ANR</b>	PREVISIONS	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	76 000	912 000	152,68
	REALISATIONS	240 463	-	-	234 566	-	165 022	246 996	134 201	-	370 596	-	-	1 392 449	
<b>ACER</b>	PREVISIONS	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	14 285 750	171 429 000	26,25
	REALISATIONS	-	5 000 000	5 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	-	5 000 000	-	10 000 000	-	45 000 000	
<b>ARSEC</b>	PREVISIONS	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	54 000 000	185,19
	REALISATIONS	10 000 000	10 000 000	-	10 000 000	10 000 000	-	20 000 000	-	30 000 000	-	10 000 000	-	100 000 000	
<b>AGDRF</b>	PREVISIONS	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	22 310 333	267 724 000	-
	REALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>DFD</b>	PREVISIONS	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	138 794 833	1 665 538 000	77,19
	REALISATIONS	63 698 791	59 285 996	167 195 591	128 546 675	114 407 882	159 415 396	84 276 145	91 434 279	77 947 606	161 383 427	99 809 414	78 147 958	1 285 549 160	
<b>FAEU</b>	PREVISIONS	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	9 663 500	115 962 000	122,19
	REALISATIONS	6 005 000	8 560 540	11 531 000	10 531 000	16 960 000	9 367 190	7 540 000	7 260 000	15 205 000	13 045 000	15 967 200	19 703 861	141 695 791	
<b>FDAP</b>	PREVISIONS	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	9 458 167	113 498 000	73,61
	REALISATIONS	7 379 333	11 162 000	7 029 000	8 587 950	7 050 000	6 738 675	14 575 710	1 855 500	617 000	5 609 000	5 228 861	7 708 400	83 541 429	
<b>FER</b>	PREVISIONS	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	28 086 417	337 037 000	80,04
	REALISATIONS	-	750 000	4 500 000	27 500 000	38 000 000	38 000 000	31 500 000	33 000 000	38 000 000	26 500 000	22 500 000	9 500 000	269 750 000	
<b>FDM</b>	PREVISIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	REALISATIONS	-	-	-	-	-	9 506 484	-	71 220 920	-	-	-	-	80 727 404	
<b>FNE</b>	PREVISIONS	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	4 199 417	50 393 000	130,70
	REALISATIONS	1 936 303	4 015 129	9 468 384	2 643 425	7 648 500	5 122 009	1 205 638	1 047 229	8 888 349	2 153 247	17 576 674	4 160 865	65 865 752	
<b>FDS</b>	PREVISIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	REALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>CAS-DTA</b>	PREVISIONS	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	1 986 917	23 840 000	433,70
	REALISATIONS	363 876	724 671	4 542 880	85 822 865	458 792	3 077 473	3 110 766	497 430	633 114	2 650 290	787 832	713 942	103 405 931	
		<b>JANVIER</b>	<b>FEVRIER</b>	<b>MARS</b>	<b>AVRIL</b>	<b>MAI</b>	<b>JUIN</b>	<b>JUILLET</b>	<b>AOÛT</b>	<b>SEPTEMBRE</b>	<b>OCTOBRE</b>	<b>NOVEMBRE</b>	<b>DECEMBRE</b>	<b>TOTAL</b>	
		PREVISIONS/MOIS	788 615 417	788 615 417	788 615 417	788 615 417	788 615 417	788 615 417	788 615 417	788 615 417	788 615 417	788 615 417	788 615 417	9 463 385 000	
		REALISATIONS/MOIS	604 042 071	325 134 187	574 686 937	513 358 320	613 440 307	723 633 256	503 806 209	496 147 345	514 485 122	431 766 710	451 818 122	823 680 560	6 575 999 146
<b>TOTAL GENERAL</b>					<b>PREVISIONS-RECETTES</b>		<b>TAUX (%)</b>	<b>REALISATIONS</b>		<b>TAUX (%)</b>	<b>RESTE A REALISER</b>		<b>TAUX (%)</b>		
					9 463 385 000		100,00	6 575 999 146		69,49	2 887 385 854		30,51		